6e Année, N° 98 - 15 Février 1930 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE : De Primo de Rivera à Berenguer. — La fermeture de la B. O. P. — La « politisation » des grèves (P. Monatte).

De l'idéaliste Godin à l'Harpagon Colin

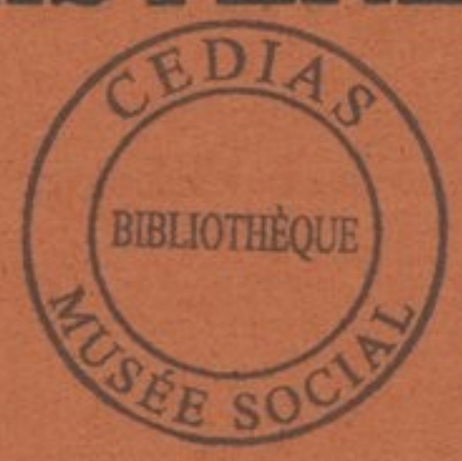
LA GRÈVE DU FAMILISTÈRE DE GUISE

par MAX EMILE

A TRAVERS LES LIVRES : Albert Thierry : Le Révélateur de la Douleur (B. Giauffret). — Victor Augagneur : Erreurs et Brutalités coloniales (J. P.). — Petites nouvelles.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : La Ligue Syndicaliste doit persévérer (P. Monatte). — Le Comité des Quatre Pays. — Petites remarques.

FAITS ET DOCUMENTS : Les Faits de la Quinzaine. — Les mutineries militaires de 1917 et le sénateur Henry Bérenger. — L'assassinat de Bloumkine par le Guépéou. — Le prêtre à l'école laïque. — La baisse de la peseta a fait partir Primo de Rivera.



Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau, PARIS-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES, MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)
Les Notes Economiques (R. Louzon)
La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)
Parmi nos Lettres (De tout et de tous)
A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, (A. Richard, etc.)
Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)
Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, U. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99).

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :
Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

CONSERVEZ LA COLLECTION DE LA « REVOLUTION PROLETARIENNE »

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Nous avons un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929.

Les numéros d'une année : **40 francs.**

Reliés « Selflior » : **48 fr. 50** (franco **50 fr. 50**).

Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique
est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 9 fr.

France ..... **11 fr.**
Etranger ..... **14 fr.**

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

De Primo de Rivera à Berenguer

Primo de Rivera parlait depuis quelques mois de quitter le pouvoir, mais il ne se décidait pas vite à le faire. La baisse de la peseta a brusqué sinon sa décision, au moins celle du roi. Car le meneur du jeu politique en Espagne, serait Alphonse XIII en personne. C'est du moins ce que m'affirmait il y a quelques mois un révolutionnaire espagnol.

Ce camarade, bien au courant des différentes phases de l'installation de Primo de Rivera et de son coup d'Etat, m'affirmait que le roi avait dirigé de la coulisse toute l'opération. Ce n'est pas Primo de Rivera qui avait fait subir sa tutelle au roi, mais le roi qui, derrière le paravent du dictateur, avait envoyé promener la Constitution, les ministres et le Parlement.

Le coup d'Etat de Primo de Rivera avait eu pour principal objet de tirer du pétrin la monarchie espagnole au lendemain du désastre d'Anoual où dix mille soldats avaient trouvé la mort. La responsabilité du roi était directement engagée dans ce désastre et les échecs qui avaient suivi dans le Rif. Une commission parlementaire avait été chargée de trouver les responsables du désastre marocain. Elle aurait été forcée de remonter jusqu'au roi. Alphonse XIII n'allait pas permettre cela. D'autant que l'émotion provoquée par le désastre marocain et l'embarras royal étaient exploités par les séparatistes catalans pour réclamer l'indépendance, tandis que les syndicats de Barcelone sentaient s'approcher des moments décisifs. Le roi organisa alors le coup de force militaire et fit proclamer l'état de siège. Primo de Rivera apparut sur le devant de la scène, mais le vrai dictateur resta dans la coulisse.

L'émotion provoquée par le désastre marocain est oubliée. Si complètement oubliée que pour succéder à Primo, le roi a embauché le général Berenguer qui, en sa qualité de haut commissaire au Maroc, porte la responsabilité de la défaite. Il n'y a pas grand'chose de changé sur le devant de la scène. Un général déconsidéré chasse un général usé. L'armée continue à monter la garde autour de la monarchie. Hier, pour faire contrepoids à la Catalogne industrielle, Alphonse XIII s'était appuyé sur les paysans. Aujourd'hui, l'industrie espagnole et la finance internationale inquiétées par l'institution de certains monopoles, ont montré les dents et agi sur la peseta. On leur sacrifie Primo et l'on annonce un changement de politique.

Le mouvement ouvrier espagnol, représenté par la Confédération nationale du travail, qui avait dû se terrer durant l'état de siège, doit sans doute à cette heure étirer ses membres engourdis. Il n'y a pas encore grand'chose de changé pour lui, mais il sera difficile de l'empêcher de se remettre debout, une fois que les partis politiques reparaîtront et que les discussions sur la Constitution et sur la République feront marcher les langues.

Le mouvement espagnol a traversé une dure période. Il revient de moins loin que ne devra revenir le mouvement italien, mais il revient tout de même de bien loin. Le camarade espagnol dont j'ai parlé plus haut, répondant à une question que je lui posais, me dit : « Pour comprendre cette série d'actes terroristes que vous nous reprochez, il faut voir ce qu'ils étaient : des étincelles tardives de cette énergie révolutionnaire accumulée en 1919 et 1920 qui n'avait pas trouvé son emploi, que nous n'avions pas su utiliser ».

Les occasions révolutionnaires manquées ne suffisaient pas ; il a fallu subir l'état de siège, la chasse aux militants, la dissolution des organisations, la fermeture des locaux syndicaux. Il va falloir remettre tout debout. Quand le pourra-t-on ?

C'est quand on verra que les locaux ouvriers se rouvrent et que les organisations repoussent qu'on pourra dire si de Primo de Rivera à Berenguer il y a quelque chose de changé. Pas avant.

La fermeture de la B. O. P.

Jamais je n'ai eu grande confiance dans l'avenir de la B.O.P. Les trade-unions américaines ont connu ces dernières années de gros déboires avec les banques ouvrières qu'elles avaient fondées. Là où les trade-unions américaines avaient échoué, on voyait mal le Parti communiste d'ici réussissant. Une banque dirigée par Marrane, même éclairé des lumières de Léopold Faure, ne me disait rien qui vaille. Dès le début, j'ai craint un Panama ouvrier.

Ce n'en est pas un. Ah! tant mieux. Puisse cette liquidation judiciaire ne pas écorcher trop, non seulement les syndicats et les coopératives, mais encore les braves gars qui y avaient apporté leurs économies.

Je ne sais de la B.O.P. que ce que j'en ai lu dans les journaux; j'en sais donc infiniment moins sur elle que le gouvernement, qui en sait sûrement beaucoup plus que les actionnaires et même que la plupart des administrateurs, y compris Jacquet lui-même. Je ne risque donc pas d'apprendre à Tardieu quoi que ce soit. Aussi je peux tout à mon aise commenter ce que j'ai lu de droite et de gauche.

Une affirmation m'a frappé dans un article du Cri du Peuple : *Moscou était contre la B.O.P.; l'Internationale communiste s'était déclarée nettement contre la création d'une banque ouvrière dans un pays capitaliste. Il y a quelque trois ans, Marrane avait été appelé à Moscou pour se l'entendre dire.*

J'ai peine à croire ça. La création de la B.O.P. ne s'est pas faite sans avoir pris l'avis de Moscou. Cet avis a-t-il changé par la suite? C'est ce qui a dû se produire. Mais qu'est-ce qui a provoqué ce revirement? Le krach des banques ouvrières américaines, il y a deux ou trois ans? C'est possible. Ou bien la

crainte qu'une mauvaise gestion de personnalités communistes ne rejaillisse sur le parti et sur la C.G.T.U.? C'est encore possible. Car il n'y a pas de raison pour que Moscou ait plus d'illusions que les gens d'ici sur les qualités de banquier ou d'administrateur de Marrane. Ou bien encore la crainte que la manipulation des fonds d'une banque n'embourgeoise la bureaucratie communiste de ce pays? C'est peu probable; on sait à quoi s'en tenir là-dessus à Moscou, puisqu'on a favorisé cet embourgeoisement.

On pourrait faire encore une autre supposition, mais je dis tout de suite qu'elle m'apparaît invraisemblable. Y aurait-il eu tentative à un moment donné de rendre au Parti et aux organisations qui gravitent autour de lui, leur indépendance financière par le moyen de la B.O.P.? Ç'aurait été si extraordinaire que je vois certains types pouffer de rire à cette idée et se moquer royalement de moi. Qu'ils me pardonnent ma naïveté. J'ai la déplorable habitude d'essayer de comprendre ce que je vois. Hélas! je n'y réussis pas toujours.

Ainsi je n'ai pas encore compris l'acharnement de Tardieu contre la B.O.P. Toutes les grandes affaires qu'il monte pour pulvériser le Parti communiste finissent en eau de boudin. Avec l'affaire Cassiot, il devait prouver l'espionnage militaire auquel se livre le Parti communiste. Ses juges ont été obligés d'acquitter Cassiot. Avec l'affaire de la B.O.P., il devait démontrer un tas de choses non moins épouvantables. Le tribunal est obligé d'accorder la liquidation judiciaire. Dernièrement, l'Humanité *disait à propos de je ne sais plus quel gouvernement qu'il « revalorisait » son opposition en engageant contre elle des poursuites qui ne tenaient pas. Je me demande si Tardieu ne « revalorise » pas de même un parti communiste qui lui est si utile par ses rodomontades putchistes et par son incapacité à mener les luttes qui pourraient et devraient être engagées à l'époque présente.*

La " politisation " des grèves

Nous avions vu la grève pour le recrutement, la grève pour le communiqué, la grève pour démasquer les réformistes, on annonce que nous allons voir maintenant la « politisation » des grèves. Qu'est-ce que ça peut bien être?

Ne cherchez pas, c'est la grève conduite par les cellules et les rayons communistes au lieu de l'être par les syndicats. Il restait encore à ceux-ci la direction des grèves; on veut les en dépouiller pour habiller le Parti. Peut-on imaginer en effet l'élite dirigeante ne dirigeant pas les grèves?

Ce ne sera pas une véritable innovation. Voilà un certain temps qu'on procède ainsi, au moins dans certaines régions. On veut sans doute généraliser le système, à moins qu'il ne s'agisse simplement, le système étant déjà généralisé, de proclamer que les choses désormais se passeront ainsi. D'ailleurs, presque toujours la théorie ne vient que derrière la pratique.

Un de nos camarades de l'Aisne me conseillait dernièrement de lire le rapport moral de Weber à ce Congrès de la IIe Union régionale unitaire qui s'est tenu à Reims au milieu de décembre et qui l'a renversé. Weber personnifie ces militants qui ont peur de paraître moins révolutionnaires que leurs voisins; il dira comme eux que la guerre est là, que la rationalisation est responsable du plus petit accident de travail, que la révolution gronde. Ça c'est le domaine des grandes phrases. Il les adopte toutes faites. Mais il y a un autre domaine, celui de son expérience personnelle. Là il a ses idées propres et, ma foi, son rapport met admirablement en lumière les graves atteintes portées aux organisations syndicales, quand il examine les grèves de sa région. Il montre une grève du textile à Sedan où le secrétaire du rayon évince le secrétaire du syndicat. Celui-ci, la grève finie, démissionne. On le remplace. L'organisation va à la dérive. Il passe ensuite à une grève du textile de Reims menée par la direction régionale du parti qui entend commander aux militants des syndicats et qui aboutit à un résultat lamentable. Il présente une autre variété de grève, dans les produits chimiques de Reims, où la direction régionale du parti brûle du désir de faire la grève pour la grève, en déclenche une, mais les choses tournant mal avertit les organisations syndicales, puis se retire sur la pointe des pieds et va se laver les mains.

C'est évidemment ça la « politisation » des grèves. Il n'est pas besoin d'être prophète pour prévoir ce que ça donnera. Il est toujours possible d'amener des ouvriers qui ont des salaires insuffisants, quand ce ne sont pas des salaires littéralement de famine, à applaudir un cahier de revendication et à partir en lutte pour arracher une augmentation. Mais il faut tenir dans la lutte; en avoir les moyens que donne précisément l'organisation syndicale; en avoir l'expérience aussi; surtout ne pas confondre l'objectif de la lutte avec l'intérêt politique du parti et sacrifier le premier au second. Sinon, on peut paser après ces belles opérations du parti. Comme derrière le cheval d'Attila, plus rien ne pousse. Les pauvres militants des syndicats peuvent alors s'échiner.

La « politisation » des grèves dans cette période de luttes indispensables pour le beefteack, c'est bien la manière la plus sûre d'en diminuer le nombre et l'ampleur et de faire avorter la plupart de celles qui éclateront.

C'est aussi, mais de cela nous ne pourrions pas nous plaindre, une belle machine à forcer les militants des syndicats, même ceux qui sont communistes, à se rebiffer contre les prétentions et les empiétements du parti, et à l'envoyer paître.

Les uns après les autres, les militants communistes qui ont un peu le souci du mouvement syndical, sont obligés de crier casse-cou. C'est ce que vient de faire Poussel, le secrétaire fédéral des métaux. Ça lui vaudra son débarquement. Mais après lui d'autres, qui sont fanatisés aujourd'hui, seront obligés dans un mois, dans trois mois, dans six mois, d'en faire autant et de se faire traiter de renégats et de contre-révolutionnaires.

P. MONATTE.

DE L'IDÉALISTE GODIN A L'HARPAGON COLIN

La grève du Familistère de Guise

La grève qui vient d'avoir lieu à Guise a vivement secoué ce petit centre industriel. Sur les 7.000 habitants de cette ville, l'usine du Familistère occupe 2.000 personnes. D'où le dicton local : « Quand l'usine va, tout va. »

Quelles ont été les causes de la grève? Les mauvaises conditions de travail et l'insuffisance des salaires, comme partout et toujours. Car, sous ce rapport, l'usine de la Société du Familistère ressemble à toutes les autres.

Cependant, cette usine passe pour être la propriété des ouvriers. Mais ce droit de propriété n'est guère en pratique que le droit de participer aux bénéfices. Encore les ouvriers ne le possèdent-ils pas tous, et ceux qui le possèdent l'ont de façon inégale.

Pour comprendre ce mouvement, il est nécessaire de connaître le fonctionnement du Familistère et la pensée de son fondateur. Faute de connaître cela, la presse bourgeoise, et même l'autre, ont dit quelques bêtises. Faute aussi d'être au courant, les militants syndicaux ou communistes venus du dehors ont fait commettre des erreurs de tactique qui ont été funestes à ce mouvement.

LE FONDATEUR DU FAMILISTERE

En 1840, son Tour de France terminé, André Godin, compagnon serrurier, revint se fixer dans son village natal, Esquehéries, à une quinzaine de kilom. au nord-est de Guise. Il avait 23 ans.

Il entreprit la fabrication en fonte de fer d'appareils de chauffage et de cuisine qui jusqu'alors ne s'étaient faits qu'en tôle. Cette innovation eut un grand succès.

Six ans plus tard, suivi par une vingtaine de compagnons, Godin transporta son industrie à Guise. La prospérité fut rapide. Des modèles nouveaux étaient créés, les ateliers s'agrandissaient, le nombre des ouvriers augmentait.

Le patron avait lu les œuvres des précurseurs du socialisme ; il avait aussi vécu la dure vie de l'ouvrier. A travers le succès de son entreprise, il voyait maintenant comme une réalité tangible que le système du salariat est un système de spoliation du travailleur.

Admirateur des théories de Fourier, il sacrifia un tiers de son avoir pour soutenir les essais phalanstériens de Victor Considérant au Texas. Il croyait possible l'enfantement sans douleur d'une société nouvelle. Il comptait beaucoup sur la vertu de l'exemple. Mais il eut très vite conscience que certaines de ces théories anticipaient sur le développement historique, et il se limita à ce que nous pouvons appeler l'instauration du socialisme dans une seule usine, ou tout au moins d'un régime de salariat susceptible de serrer de près l'équité, en remettant au travailleur le produit intégral de son travail.

Il regardait le salaire comme un acompte, une avance, l'ouvrier devant, une fois la valeur du produit réalisée, recevoir le complément. En d'autres termes, il pensait que l'appropriation de la plus-value par le patron constitue un vol. Il n'était pas, pour autant, partisan de l'égalité; loin de là. *A chacun selon l'efficacité du concours qu'il apporte dans la production*, telle aurait pu être sa formule.

Le problème consistait donc pour lui dans la détermination au plus juste de cette efficacité. Quels sont ceux dont le travail rapporte le plus à l'usine? Quels sont ceux qui font le plus preuve de « surcroît d'ingéniosité créatrice »? Pour Godin, pas de doute, ils se trouvent parmi les mieux payés. Rien de plus naturel, puisque c'est lui-même qui fixe les salaires.

Il voulut connaître là-dessus les sentiments de son personnel. Sous différents prétextes, primes à distribuer, etc., tous les ouvriers et ouvrières, âgés de plus de seize ans, étaient invités à voter. Godin appelait cela de la démocratie industrielle. Sur ce terrain, il se heurta toujours à l'instinct profondément égalitaire du prolétariat. C'étaient toujours les plus mal payés qui étaient désignés par les suffrages. Les ouvriers cherchaient ainsi à diminuer la disproportion existant entre les petits et les gros. La démocratie n'approuvant pas sa manière de voir, il y renonça pour la dictature, sur le plan industriel s'entend.

On a voulu voir (1) en Godin un précurseur de Taylor. Si M. J. Prudhommeaux croit honorer la mémoire de son oncle en le donnant pour un précurseur des esclavagistes américains, il se trompe. D'ailleurs, rien de commun entre Godin et Taylor.

Le taylorisme n'envisage pas le salaire comme un acompte; il se tient quitte envers l'ouvrier quand il l'a payé. Godin, au contraire, en dépit de l'inégalité qui est à la base de son système, a le souci d'assurer à l'ouvrier la garantie du minimum, selon la formule de Fourier. Il l'assure contre l'invalidité, soit des accidents, soit de la maladie, soit de la vieillesse.

Taylor n'a en vue que le rendement et paye pour l'obtenir, afin d'accroître la plus-value et se l'approprier. Godin cherche à mesurer le rendement de chacun, mais c'est pour le rétribuer à proportion. Sans doute, il espère par ce moyen stimuler la production et accroître la prospérité de son usine, mais cette usine c'est pour la remettre aux ouvriers qu'il la veut prospère. S'il ne la leur donne pas pour rien, s'il s'exproprie avec indemnité, plus tard il léguera à l'association la quotité légalement disponible de sa fortune.

(1) J. PRUDHOMMEAUX: *Les expériences sociales d'André Godin.*

Le Familistère près de l'usine

Godin estime que le logement est pour l'ouvrier la chose primordiale. Il étudie la forme d'habitation la plus commode, la plus salubre et la plus agréable et il découvre que c'est le *Palais Social* ou Familistère. Là il peut suivre de plus près les idées de Fourier. Il complète sa création par des coopératives de consommation, une crèche, des écoles, des bains, un théâtre.

Il donne fréquemment des conférences; il fonde une revue : *le Devoir*. Vers 1877, il essaye d'entraîner tous les ouvriers et ouvrières à se grouper par affinités. De nombreux groupes sont créés, tant au Familistère qu'à l'usine, mais ils vivent fort peu de temps. Bien que les membres des différents comités fussent rétribués pour assister aux séances, ils se lassèrent vite. Godin avait d'ailleurs assigné des limites trop étroites à leur action.

Malgré ses efforts, il n'obtint dans ce domaine éducatif que des résultats insignifiants. Certainement, il y eut de sa faute. « La grande ville est dissipatrice », a déclaré Ford. Godin pensait de même. En choisissant Guise pour centre de ses expériences, non seulement il se conformait aux indications de Fourier quant au paysage « qui doit être quelque peu accidenté et coupé par un cours d'eau », mais aussi il croyait que des hommes soustraits à l'atmosphère intellectuelle des grands centres seraient plus faciles à catéchiser. Il s'est heurté à un autre obstacle : ses ouvriers, recrutés parmi les paysans arriérés, auraient eu besoin, pour s'échauffer, de plus de flamme que n'en pouvait fournir un seul tison.. L'ambiance ne put être créée. Godin eut beau se multiplier, l'incompréhension persista. Une sorte de contrainte ne cessa de régner. Le personnel ne se dégela pas.

La génération suivante, en qui Godin plaçait ses espérances, ne lui aurait pas causé moins de déceptions. Les enfants des familistériens, sauf de très rares exceptions, sont animés au plus haut point de l'esprit de caste et font montre d'une supériorité dédaigneuse envers les parias. Malgré cette ombre sur ses espérances, Godin est résolu dès 1878 à partager la propriété de l'Usine avec ceux qui l'ont aidé à la créer.

Godin s'exproprie lui-même

Ce fut en 1880 que Godin constitua son entreprise, qui vivait depuis quarante ans, en *Société du Familistère de Guise, Association coopérative du Capital et du Travail, Godin et Cie.* 46 associés, 62 sociétaires, 442 participants devinrent, à des degrés divers, ses co-participants dans l'appropriation de la plus-value. Car 5 à 600 auxiliaires, c'est-à-dire la moitié du personnel, se trouvaient écartés de l'accession à la propriété.

Le capital, entièrement apporté par Godin, était évalué à 4.600.000 francs. Il reçut un certificat d'apport de pareille somme. En fin d'exercice, une fois toutes charges sociales payées, le dividende était versé en espèces à Godin et son certificat d'apport diminué d'autant ; en même temps, des titres d'épargne étaient créés pour une valeur égale au capital remboursé. Ces titres étaient distribués aux membres de la Société.

Après une quinzaine d'exercices, l'expropriation avec indemnité se trouvait accomplie. Depuis, on rembourse par ordre d'ancienneté les titres d'épargne (qui représentent des parts du fonds social) et des titres nouveaux sont créés, selon le montant du dividende. Par ce moyen, les titres se trouvent toujours entre les mains des membres de la Société occupés à l'usine.

En 1925, le capital était passé à 11.500.000 francs, la Société comptait, *à Guise*, 344 *associés*, 50 *sociétaires*, 1.064 participants, 115 *intéressés* (possesseurs de titres non remboursés, ne travaillant plus à l'usine). En outre, elle occupait 812 auxiliaires.

La Société possède une filiale à Bruxelles dont l'importance égale le quart de l'usine de Guise.

L'organisation de l'Association

Le fondateur dicta toutes les conditions du pacte social. Son principal souci fut d'assurer la réussite au point de vue industriel et commercial. Il mit au rancart la démocratie industrielle et ne la laissa se prononcer qu'à propos d'affaires sans importance. Il y eut un maître, muni de pleins pouvoirs : l'administrateur-gérant. Il occupa lui-même ce poste jusqu'à sa mort, en 1888. Actuellement, c'est M. Colin qui exerce la dictature.

Un conseil de gérance assiste l'administrateur; il peut se composer au maximum de seize membres, dont treize sont conseillers par droit de fonction : directeurs, chefs de service — c'est-à-dire subordonnés de l'administrateur-gérant. *Trois* membres seulement sont élus au scrutin secret par l'assemblée générale des associés. Un conseil de surveillance, de trois membres élus, veille (?) au maintien des statuts.

Seuls les associés (grade le plus élevé parmi les membres de la Société) forment l'assemblée générale. Ils participent aux bénéfices en proportion de deux fois le montant de leur salaire. Les sociétaires, catégorie peu nombreuse, participent en proportion de une fois et demie le montant de leur salaire. Associés et sociétaires sont logés au Familistère. Ce sont les *familistériens*.

Les participants participent pour le montant réel de leur salaire. Les intéressés reçoivent l'intérêt de leur capital, sans aucun droit d'immixtion dans les affaires (ils sont d'ailleurs très rapidement remboursés par le jeu incessant du renouvellement des titres.

Les auxiliaires ne reçoivent rien d'autre que leur salaire, la part de bénéfices qui leur revient est versée à la Caisse d'assurances. Ils peuvent, sous certaines conditions, dont la principale actuellement est de ne pas professer d'opinions subversives, devenir membres de la Société aux divers degrés. En cas de chômage, bien entendu, ils sont les premiers licenciés.

Cette inégalité de traitement a été formellement voulue par Godin, et, sur ce point de la répartition des bénéfices, les statuts ne sont pas revisables.

Par contre il n'est pas défendu d'accroître le nombre des favorisés tout au moins jusqu'au grade de participant, car sociétaires et associés, d'après les statuts, doivent habiter le Familistère où, depuis longtemps, il n'y a plus de logements vacants.

On a agrandi l'usine, mais sans agrandir le Familistère. Ne pas agrandir le Palais Social constitue un moyen statutaire, simple et ingénieux pour maintenir le petit nombre des élus.

Disons en passant que ces logements du Palais Social sont fort confortables et qu'ils sont loués à des prix très bas; c'est là un avantage de plus que possèdent les familistériens.

Les bâtiments du Familistère sont considérés comme propriété sociale, c'est-à-dire qu'ils appartiennent, comme l'usine, à la Société du Familistère.

La répartition des bénéfices entre le Capital, le Travail et le Talent

Comment est déterminée la somme globale des bénéfices à distribuer ?

Sur le bénéfice brut, il est d'abord prélevé « la part des faibles » : mutualités, assurances, éduca-

tion et instruction de l'enfance; ensuite, la part du capital, intérêts et amortissement. Le reste, bénéfice net, ou dividende, est attribué ainsi :

25 % au fonds de réserve (lorsque ce fonds atteint 10 % du capital social, le surplus va grossir la part du Capital et du Travail) ;

50 % au Capital et au Travail ;

25 % aux « capacités ».

Les « capacités » comprennent une vingtaine de personnes : administrateur-gérant, conseillers de gérance et de surveillance. Pas même 1 % de l'effectif. Il faut cependant indiquer que sur les 25 % attribués aux « capacités », 2 % peuvent être répartis aux ouvriers et employés qui se sont distingués par des services exceptionnels, « capacités » occasionnelles, et 1 % à l'entretien d'élèves dans les grandes écoles, c'est-à-dire aux « capacités » en herbe.

L'administrateur-gérant reçoit 4 %; chaque conseiller de gérance 1 %; 2 % sont à partager entre les trois conseillers de surveillance.

Notez bien qu'il s'agit là d'un superbénéfice. Chaque « capacité » participe en outre à la part attribuée au Travail, en raison de une fois, une fois et demie ou deux fois ses appointements, selon son grade en tant que membre de la Société.

Le Capital participe à raison de une fois le montant des intérêts. Sa part est donc relativement faible. (En 1925, à raison de 575.000 francs contre 19.000.000 pour les salaires).

Les « capacités » elles, sont bien servies. En disant que l'administrateur-gérant, M. Colin, gagne 300.000 francs par an, on reste au-dessous de la vérité.

De 1919 à 1925, le taux moyen de répartition a été de 40 % du salaire pour les associés ; 30 % pour les sociétaires et 20 % pour les participants.

Le Syndicat du Travail

Qu'est-ce que le Syndicat du Travail? Une création de Godin. En plus de certaines attributions touchant les assurances, etc., cet organisme est appelé à donner son avis sur les questions concernant le travail et les salaires.

Il se compose de 18 membres, dont 9 sont élus par les seuls familistériens associés et sociétaires, et 9 par tous les ouvriers et employés de l'usine, âgés d'au moins 21 ans. A l'usine, les ouvriers sont classés par catégories, comme pour les élections prud'hommales. Le mandat, renouvelable, dure un an. Elections en avril pour 5 membres, et en octobre pour 4.

Les unitaires ne présentent des candidats que pour 8 catégories. En avril dernier, un de leurs candidats fut battu par un associé. Ils disposent donc de 7 élus. Mais si ce Syndicat du Travail était élu en entier par tous les ouvriers, les unitaires enlèveraient 14 à 16 sièges sur 18.

Là non plus, Godin n'a pas voulu instituer l'égalité. On sait d'ailleurs que son maître, Fourier, dans sa *Théorie de l'unité universelle* assure que « l'harmonie n'est possible que par l'inégalité ». Inégalité corrigée simplement par « la garantie du minimum, base de toute concorde en régime sociétaire ». Mais inégalité tout de même.

Godin a voulu par-dessus tout faire œuvre durable. Se méfiant des tendances égalitaires du prolétariat, il a voulu établir solidement son association sur l'autorité et sur l'inégalité. Un peu de mystique fouriériste l'a influencé, mais les nombreux échecs de coopératives ouvrières de production ont fini de le déterminer à adopter un système si nettement inégalitaire. Sur ces points essentiels, la revision des statuts est interdite. La Société du Familistère sera ainsi ou elle ne sera pas : telle fut sa volonté.

Pourtant, les ouvriers de Guise, même ceux de tendance communiste, se réclament de Godin et l'opposent à ses successeurs. Ils ont raison. Godin fut amené, faute de mieux, à avantager les familistériens de façon considérable, pour les attacher à l'Usine. Il pensait que l'habitation dans le Palais Social finirait par élever les familistériens au-dessus des égoïsmes, et que ces familistériens s'emploieraient, grâce à leur position sociale améliorée, à relever le travail de son abaissement. Il espérait, d'autre part, que les coopératives de consommation qu'il avait créées contribueraient à développer des sentiments solidaristes entre tous les ouvriers. Elles ne sont plus que de simples économats.

Enfin ces différentes catégories de personnel étaient considérées comme des étapes successives; chaque auxiliaire était en droit d'espérer qu'il obtiendrait un jour le titre d'associé. Cette catégorie supérieure était appelée à s'accroître jusqu'à englober la quasi-totalité du personnel stable.

Un membre du Conseil de gérance, M. Bernardot, écrivait en 1891, trois ans après la mort de Godin : « Dans l'avenir, le nombre des participants se réduira à peu de chose, tandis que les sociétaires et les associés iront croissant ». La réalité d'aujourd'hui est bien différente : Pour 344 associés et 50 sociétaires, il y a 1.064 participants. Sans parler de 800 auxiliaires. Nous avons vu qu'en vertu des statuts, pour augmenter le nombre des sociétaires et associés, il serait indispensable de construire de nouveaux Palais sociaux ou Familistères.

Ces constructions nuiraient doublement à la caste des privilégiés. Sans parler de l'accroissement du capital fixe, le taux de répartition se trouverait réduit; de plus, le prix de revient des constructions nouvelles obligerait la Société à percevoir des loyers d'au moins 60 francs par mois, c'est-à-dire quatre fois plus que ne paient actuellement les locataires du vieux Palais Social. Cela entraînerait donc une augmentation des loyers pour les familistériens, car la péréquation serait obligatoire.

Mais les ouvriers de l'usine aspirent-ils à devenir « familistériens »? Il paraît bien qu'ils y ont renoncé. Ce qu'ils revendiquent, ce sont avant tout des augmentations de salaires. Là, les statuts n'interdisent rien. Bien mieux, à l'avantage des ouvriers, on peut citer une lettre de Godin, écrite en 1886 (année de crise) et recommandant la formation de syndicats professionnels pour empêcher la baisse des salaires dans l'industrie métallurgique.

Il faut noter surtout ce fait admirable que les ouvriers revendiquent une augmentation égale pour tous, contre la direction dont les augmentations par pourcentage sur les salaires acquis accroissent encore l'inégalité établie.

LES CAUSES DU CONFLIT

D'après le directeur et ses acolytes, on ne trouverait pas à 100 kilomètres à la ronde de maison payant mieux ses ouvriers que l'Usine du Familistère. De plus, les ouvriers bénéficieraient de toutes sortes d'avantages et travailleraient dans des conditions d'hygiène et de sécurité les meilleures possibles.

Tout cela est peut-être vrai appliqué à une minorité de favorisés, mais c'est faux si on l'applique à la masse des ouvriers.

Pour un travail pénible et malsain plus que nul autre, les ouvriers reçoivent des salaires à peu près égaux, et parfois inférieurs, à ceux des centres voisins. Depuis leur grève victorieuse de l'an dernier, les métallurgistes de Saint-Quentin sont mieux payés que ceux de Guise.

D'ailleurs, le fait que la pression patronale main-

tiendrait partout les salaires à un niveau très bas ne prouverait en aucune façon que les ouvriers de l'usine Colin reçoivent un salaire vital.

De même en ce qui concerne les assurances et les pensions, bien qu'une bonne partie des ressources qui y sont affectées provienne de la totalité du dividende représenté par le travail des auxiliaires. Il faut aux participants et aux auxiliaires trente ans de services ininterrompus pour obtenir une pension équivalente à celle qu'obtiennent les associés au bout de quinze ans.

Les familles des familistériens ont droit, en outre, à des secours statutaires après quinze ans de services, tandis que les familles des non-familistériens ne peuvent espérer quelque chose que « dans le cas de malheur exceptionnel et lorsque le Conseil de gérance juge la mesure applicable ».

Et les non-familistériens représentent 82 % de l'effectif de l'usine.

Pour eux, naturellement, les travaux les plus fatigants et les plus malsains. Aussi en est-il peu, à qui 30 années de services *en une seule fois* donnent droit à la somptueuse retraite de onze francs par jour !

Quant à l'Hygiène et à la Sécurité, faisons quelques emprunts à une notice officielle : « Une piscine, alimentée par les eaux de condensation des machines de l'usine, mesurant 9 m. 50 de long sur 6 m. 50 de large, est constamment à la disposition des ouvriers ». Heureusement, disent les ouvriers, que tous n'ont pas l'idée d'aller à la piscine ; ceux qui y vont n'y trouvent déjà qu'une eau crasseuse.

« Partout où cela est nécessaire, dit encore la notice, notamment dans les ateliers de polissage, d'ébarbage et d'émaillerie sont installés des aspirateurs de poussières ».

Les aspirateurs sont installés, c'est vrai, mais le malheur c'est que trop souvent ils ne fonctionnent pas, répondent les ouvriers.

A quel point le travail est malsain, la notice elle-même va le dire : « Les émailleurs, après avoir travaillé à l'émaillerie pendant *quinze* jours, vont passer un mois dans un des autres ateliers de l'usine ; le lait est accordé largement... »

Les ménagères qui contemplent les couleurs chatoyantes des appareils émaillés ne peuvent se figurer quelles souffrances en sont la rançon : « l'anémie, l'asphyxie, l'empoisonnement lent par les composés du plomb : produits toxiques qu'avait proscrits Godin », dit Stephen Mac Say dans sa brochure *De Fourier à Godin*.

Les ouvriers aux pièces protestent également contre la mauvaise distribution de l'ouvrage et contre les chinoiseries bureaucratiques à propos des tarifs : 0 fr. 99 pour une pièce, 4 fr. 99 pour une autre, etc.

Tous dénoncent le mauvais état des installations, le gaspillage, l'incapacité des « capacités ».

S'il faut croire *l'Exploité*, les ouvriers prêtaient à l'un des directeurs l'idée de commander quatre ou cinq wagons de houille blanche « pour en faire l'essai ».

Des contremaîtres, par malveillance, ou par stupidité, imposent aux jeunes des tâches au-dessus de leurs forces. Dans l'ensemble, la mauvaise existence faite aux travailleurs ne résulte pas de ce que *l'Humanité* appelle « la pression de la rationalisation ». Tout au rebours, les ouvriers souffrent de l'étroitesse de vues de directeurs arriérés, industriellement comme socialement. Les protestations contre le « gâchis » n'ont pas d'autre sens. Je fais exception pour les bureaux; il m'a été dit qu'une tentative de rationalisation y était en cours.

Vers la fin de 1925, un conflit éclata. Après deux jours de grève perlée, la direction dut accorder des augmentations de salaires.

Il y a un an, le Syndicat unitaire demanda une augmentation générale de trois francs, et l'incorporation définitive dans le salaire, de l'indemnité de vie chère. La direction repoussa la demande d'augmentation générale, se déclarant disposée tout au plus à accorder 0 fr. 80 à 1 fr. 20 par jour aux professionnels à l'heure, mais rien aux manœuvres ni aux ouvriers aux pièces.

En 1926, pendant la crise de chômage, certains ouvriers étaient licenciés alors que d'autres faisaient des heures supplémentaires. Lors de la reprise, la direction choisissait ses têtes, faisant attendre les éléments subversifs en espérant qu'ils se lasseraient et chercheraient ailleurs. Attitude haineuse de M. Colin, naturellement payée de retour par les ouvriers.

Ainsi, tandis qu'une minorité se cramponne à ses privilèges et soutient la direction, la grande masse considère comme des trompe-l'œil, les avantages que l'on fait miroiter.

En même temps, les ouvriers prennent conscience que le différend est trop grave pour être réglé à l'amiable et que sa solution est une question de force.

La bataille, on peut le dire, s'engage sur tous les terrains. A l'usine, pour les élections des délégués ; dans la presse communiste, où les abus sont cloués au pilori ; aux élections municipales, où la liste des créatures du directeur Colin est battue par la liste du B.O.P. Sur 23 sièges, les communistes en obtiennent 21 avec une moyenne de 830 voix contre 735.

L'orgueilleux M. Colin fut mortifié par le résultat des élections, d'autant plus vivement que diverses manifestations, par petits groupes, lui ôtèrent les illusions qu'il aurait pu conserver sur sa popularité. Il se promit d'en tirer vengeance, et au cours de la dernière grève il lui est arrivé de dire : « Cette fois, ils ne se vanteront pas de m'avoir eu ».

Malgré cet état d'esprit orienté vers la lutte, les ouvriers ne s'organisaient pas. Le Syndicat unitaire des métaux demeurait numériquement très faible. La journée du 1er août fut loin d'être un succès. Cent ouvriers devant l'usine, cent cinquante au meeting; c'était peu, dans une ville qui compte plus d'un millier de rouges et dont la plupart travaillent dans la même usine.

Les ouvriers n'en pensaient pas moins aux revendications concrètes. N'espérant plus rien sous forme d'avancement dans l'Association, ils disaient : « Ça nous est égal de n'être pas familistériens mais au moins qu'on nous donne des salaires nous permettant de vivre ».

UN MOIS DE GREVE

20 novembre-20 décembre

La direction de l'usine sentit très bien que la tempête approchait.

Lorsque les ouvriers mécaniciens et modeleurs réclamèrent de l'augmentation, M. Colin leur répondit: « De l'augmentation pour vous seulement? Non, car ce serait léser le reste du personnel; tout le monde va être augmenté » (sauf les manœuvres au-dessous de 18 ans). Et il offrit les augmentations suivantes : femmes et manœuvres de 18 à 20 ans : 0 fr. 80 par jour; manœuvres ordinaires, 1 fr. 20; manœuvres spécialisés, 1 fr. 60; professionnels, 2 fr. 40; ouvriers aux pièces, 5 %; employés au mois et capacités, 8 %. Les augmentations étaient applicables à partir du 1er décembre.

La direction croyait avoir endigué le flot des réclamations. Aussi M. Colin fut-il stupéfait de voir

l'agitation grandir et prendre des proportions inconnues jusqu'alors.

Les ouvriers aux pièces, ajusteurs et mouleurs, estimèrent qu'ils étaient, une fois de plus, sacrifiés. Cela prouve que les gains de ces catégories d'ouvriers ne sont pas aussi élevés que d'aucuns le prétendent; pour quelques-uns qui gagnent entre 50 et 60 fr., combien d'autres à qui le plus pénible des métiers ne rapporte pas même 40 fr.

Cela se passait le 18 novembre. Le lendemain, les ouvriers demandèrent la revision des tarifs pour les travaux aux pièces et une « suraugmentation » de 5 % pour tous. Refus de la direction. Le 20 novembre, grève des bras croisés, à l'intérieur de l'usine; le mot d'ordre des cent sous est lancé.

L'administrateur-gérant essaye d'intimider les associés en parlant de démissionner. Ceux-ci ripostent : « Qu'il s'en aille. Bon débarras! »

C'est alors que la direction décide de fermer l'usine pour le lendemain. Malgré les protestations des associés, M. Colin fait vider les feux. Le 21 novembre, lock-out! M. Colin, successeur actuel de Godin, avait voulu montrer qu'il était le seul maître.

Il avait voulu prouver aux associés que les titres de propriété qu'ils possèdent sur l'usine ne leur confèrent aucun autre droit que leur participation statutaire au dividende.

Comment les associés se rangent enfin aux côtés de M. Colin

Leur ayant démontré qu'il était le maître, M. Colin daigna ensuite leur expliquer qu'il avait raison. Raison en se plaçant au point de vue des privilégiés, qu'ils soient simples associés ou parmi les capacités.

Il leur démontra qu'une augmentation générale de 5 francs par jour pour tout le monde leur serait moins avantageuse que le système actuel. Il leur tint à peu près ce discours :

« Nous avons, cette année, bénéficié de circonstances exceptionnelles; il serait imprudent de tabler pour les années qui vont suivre sur un dividende assuré de 6.300.000 francs. Même si cela était possible, 300 jours par an à 5 francs donnent 1.500 fr., multipliés par les 2.200 ouvriers et employés cela fait un total de 3.300.000 francs, auquel d'autres frais viendraient s'ajouter. Le dividende serait donc réduit de plus de moitié. Or, depuis la fin de la guerre, vous avez reçu, bon an mal an, des bénéfices qui atteignent 40 % du montant de vos salaires. Vous êtes au nombre des mieux payés; votre salaire peut être estimé pour le moins à 40 francs par jour. Au taux de répartition de 40 %, c'est, en réalité, 40 multiplié par le coefficient 1,40, c'est-à-dire 56 francs que vous recevez.

Avec 5 francs d'augmentation, mais un dividende réduit de moitié, c'est-à-dire avec un taux de répartition de 20 % au lieu de 40 %, vous recevriez 40 plus 5 soit 45 multiplié par le coefficient 1,20, cela ferait 54 francs, au lieu de 56. Vous y perdriez donc 2 francs. En fait, vous y perdriez davantage, car c'est de plus de moitié que votre part du gâteau se trouverait réduite.

« Ne pouvant faire autrement que d'accorder des augmentations, du moins l'ai-je fait de façon à ne pas vous faire tort. Avec mon système de graduation dont la moyenne peut être estimée à 1 fr. 30, le dividende n'est réduit que d'un million environ. Votre taux de répartition dépasse encore 33 % et vous êtes parmi ceux qui bénéficient des plus fortes augmentations accordées. Le moins favorisé d'entre vous, qui serait augmenté de 2 fr. 40 par exemple, s'il gagnait 40 francs auparavant, recevrait encore 42 fr. 40, multiplié par le coefficient 1,33 soit 56 fr. 30.

« A vous de choisir : ou des augmentations à la Colin, qui sont dans votre intérêt, ou des augmentations générales, comme celles que réclament les communistes, qui prennent sur votre part pour donner aux autres.

« Admettez que tout le monde soit augmenté de 10 francs, le dividende deviendra égal à zéro; vous qui gagnez 56 fr. au total, vous ne gagnerez plus que 40 fr. plus 10 fr. d'augmentation, soit 50 fr. Ainsi vous perdrez 6 fr. par jour et les œuvres de la Société du Familistère se trouveront privées de ressources. C'est pourtant vous qui profitez le plus de ces œuvres.

« Je me résume : 1° aucun *associé* n'a intérêt à une augmentation générale des salaires qui serait égale pour tous ; 2° plus une telle augmentation est forte et plus elle va à l'encontre de vos intérêts; 3° plus votre salaire est élevé, moins vous avez intérêt à l'augmentation générale.

« Je pourrais augmenter le nombre de ceux qui participent aux bénéfices. Vous savez bien que mes 4 % seraient toujours assurés. C'est pour vous que je ne le fais pas, mais si vous m'y forcez, je verrai. »

Après avoir parlé ainsi, ou à peu près, aux familistériens, M. Colin fit connaître à l'ensemble des ouvriers qu'il ne s'opposerait pas absolument à l'octroi d'augmentations supplémentaires, mais il exigea, avant toute chose, la reprise du travail.

Les associés réunis entre eux se déclarent alors décidés à poursuivre fermement la lutte pour la revision des salaires dès qu'ils auront repris le travail.

Simple déclaration pour masquer leur reculade. En fait l'appel à l'égoïsme que leur a fait M. Colin a été parfaitement entendu. Le *Comité des délégués* ou *Syndicat du Travail* fut convoqué. Nous avons dit que 9 délégués seulement sur 18 représentaient vraiment les ouvriers et employés. Sur ces 9 délégués, 7 unitaires.

Les 9 délégués élus par les habitants du Familistère et deux familistériens élus à l'usine par les ouvriers, firent bloc contre les 7 unitaires. Classe contre classe!

Déjà au début de l'année 1929, à une réunion de ce *Syndicat du travail*, qui avait à donner son avis à propos d'une augmentation de 3 francs par jour, les délégués familistériens étaient demeurés muets comme des carpes.

Le *Syndicat du Travail*, un rouage statutaire, ayant à la majorité de 11 voix contre 7, accepté les propositions de Colin, celui-ci s'empressa de proclamer que le travail devait être repris conformément aux statuts. Sûr dès lors de pouvoir compter sur l'appui des familistériens et aussi sur l'appui d'un certain nombre d'hésitants que les familistériens ne manqueraient pas d'entraîner, M. Colin fit annoncer que l'usine serait rouverte le vendredi 22 novembre, à 1 heure 1/2.

Le vendredi matin, les lock-outés réunis au Marché couvert, décidèrent de ne pas reprendre le travail avant d'avoir obtenu les cent sous.

L'après-midi, les familistériens reprirent le travail en compagnie d'un certain nombre de leurs « amis » non familistériens.

L'usine fondée par Godin, qui venait de connaître le lock-out, allait connaître une grève d'un mois.

Si la grève n'a pas été déclanchée par la couche la plus exploitée des travailleurs de l'usine, elle ne l'a pas été non plus par la couche exploiteuse. D'un bout à l'autre du conflit les mouleurs et les ajusteurs ont été l'âme du mouvement, et il y a très peu de mouleurs parmi les familistériens.

Plus de 1.200 ouvriers demeuraient en grève. Mal-

gré près de 900 rentrées, l'avantage demeurait — et de loin — du côté des grévistes, en raison de la qualité de travail dont l'usine se trouvait privée. Parmi ceux qui avaient repris le travail, se trouvaient les bureaucrates, contremaîtres, etc., c'est-à-dire une bonne moitié d'improductifs, bons surtout à faire grossir les frais généraux.

Quelques rentrées eurent encore lieu le samedi 23.

Exploits des gendarmes et des gardes mobiles

Mais le lundi 25, grâce à l'attitude énergique des grévistes, aucun jaune ne put pénétrer dans l'usine de toute la matinée.

Il y eut bataille entre grévistes et gendarmes; les femmes surtout, firent preuve d'un cran merveilleux. Les gendarmes eurent recours aux pompes à incendie; cinq lances furent mises en batterie, noyant tout ce qui passait devant la porte de l'usine. Le Maire s'avançant, ceint de son écharpe, pour enjoindre aux pandores de « cesser l'eau », ne fut pas épargné. Il y eut des grévistes arrosés, mais plus d'un jaune en prit aussi sa part.

L'après-midi, moins de rentrées que l'avant-veille. Conseil de guerre dans la cour de l'usine. Préfet, sous-préfet, officiers de gendarmerie, juge d'instruction, etc. Il est décidé que les jaunes sortiront le soir à 4 heures et rentreront le matin à 8 heures.

Malgré les mesures prises pour favoriser la jaunisse, le bloc des grévistes se maintient les jours suivants. La direction continue à faire dire qu'elle acceptera la revision des salaires, mais seulement lorsque les grévistes auront repris le travail.

Les grévistes répondent qu'à titre transactionnel, ils n'exigeront comme strict minimum qu'une augmentation de 4 francs, incorporée dans le salaire pour tous les ouvriers à l'heure et les employés au mois, mais ajoutée à l'indemnité de vie chère pour les ouvriers aux pièces; et de plus, pour ceux-ci, la revision des tarifs des ouvrages.

Entre temps, le nombre des gendarmes et des gardes mobiles est augmenté. L'action des piquets de grève devient plus difficile, d'autant que les familistériens sont logés aux abords de l'usine et que certains jaunes sont venus loger provisoirement chez les familistériens. L'usine annonce tous les jours de nouvelles rentrées, bien que les cortèges de grévistes soient toujours aussi nombreux. Il est vrai que plusieurs ouvriers des villages environnants reprennent le travail. Ils arrivent et ils repartent en groupes, encadrés par des gardes mobiles.

La direction, naturellement, fait mousser ses chiffres. A l'en croire, à la fin de la deuxième semaine de lutte, le nombre des grévistes n'aurait plus été que de 657. *L'Humanité* du 28 novembre annonçait « 2.000 métallos en lutte »; celle du 30 parlait de « 1.500 métallos en lutte *depuis* 10 *jours* » manquant d'esprit de suite même pour le bluff. Au vrai, il pouvait y avoir près de 1.000 grévistes. Les cortèges à travers la ville exerçaient une action morale puissante sur les grévistes, sur la population et sur les jaunes.

La manifestation du lundi 2 décembre mérite d'être signalée. Au petit jour, les grévistes se réunissent au Marché couvert et de là se portent en masse à l'entrée de l'usine. Leur démarche fut couronnée de succès : de nombreux ouvriers qui avaient repris le travail la semaine d'avant regagnèrent les rangs des grévistes.

Dès ce moment, la direction de l'usine décida d'en arriver à la suppression des cortèges. Le 3 décembre, un arrêté préfectoral retirait au maire ses pouvoirs de police; toutefois, cet arrêté ne fut signifié que cinq jours plus tard.

Au lieu d'organiser la solidarité, on « liquide » les adversaires de tendance

En dépit de ce rebondissement, la grève était arrivée à un point critique. Pour M. Colin une question de prestige était en jeu : « Cette fois, ils ne se vanteront pas de m'avoir eu! » Du côté gréviste, c'était le moment d'organiser intensivement la solidarité, afin de garantir un minimum aux ouvriers en lutte.

Une campagne d'agitation dans les centres environnants aurait produit des ressources. En même temps, c'était un moyen de faire pression sur les exploiteurs du Familistère, la cause des ouvriers était partout sympathique car la prospérité de l'usine Godin est bien connue. C'était un moyen aussi de faire pression sur les jaunes. Et si Colin avait vu les ouvriers se préparer à tenir il aurait rabattu de son orgueil.

Bougère, un délégué officiel du Parti communiste, vint annoncer aux grévistes que les membres du Parti avaient pour devoir d'apporter leur « expérience » aux ouvriers en lutte. Ils l'apportèrent en effet, sous la forme de discours sur la ligne juste du Parti et contre les minorités de tout genre. Ce fut à la suite de cette intervention que Weber, secrétaire de la 2e Union Régionale, quitta Guise. Le Parti attachait plus d'importance à la « liquidation » d'un adversaire de tendance qu'à la réussite de la grève.

La direction de l'usine ne perdait pas son temps; elle accentuait ses menaces, et aussi ses promesses. Elle parvenait à entamer le bloc des grévistes.

Les forces de police s'employaient également à intimider la population. La semaine précédente deux grévistes avaient été arrêtés, sur dénonciation de jaunes et condamnés l'un à 15 jours et l'autre à 6 jours de prison pour entraves à la liberté du travail. Deux autres grévistes furent arrêtés et condamnés à 6 jours de prison avec sursis, pour s'être trouvés dans un groupe d'où étaient parties des injures à l'adresse de quelques jaunes. Le camarade Mayer, délégué régional, avait été arrêté pour un motif de même consistance, corsé de « rébellion » et condamné à 8 jours de prison sans sursis. Le camarade Bray, adjoint au maire, fut suspendu de ses fonctions pour un mois, puis pour trois mois, pour s'être interposé, muni de son écharpe, entre les grévistes et les « enfants de Paul-Boncour ».

Bray est un des trois familistériens qui ont fait grève. Dans la catégorie des bureaucrates il est peut-être le seul.

La police prit prétexte d'une manifestation qui eut lieu le dimanche 8 décembre, malgré une pluie battante, pour mettre en application l'arrêté préfectoral tenu en réserve, qui retirait au maire ses pouvoirs de police et instituait l'état de siège.

Entrevue sans résultat

Le 9 décembre, une entrevue eut lieu entre les grévistes et la direction par l'intermédiaire du Syndicat du Travail. M. Colin déclara (*Humanité* du 10 décembre) : « Dans un souci d'apaisement, nous voulons bien accorder un supplément, mais quand le travail sera repris. Nous vous engageons donc à le reprendre pendant qu'il en est encore temps ».

Les grévistes ayant demandé des précisions, Colin, soutenu par les familistériens, répondit : « Rentrez d'abord, nous discuterons après ».

Les ouvriers ne l'entendirent pas de cette oreille et décidèrent de continuer la bataille. Le lendemain Colin fit annoncer que 40 auxiliaires étaient licenciés, qu'une liste de 40 autres était en préparation. Il fit

publier en outre qu'il ne restait plus que 410 ouvriers en grève, y compris les licenciés.

Il avait embauché une dizaine de nouveaux; il s'était même offert le luxe de refuser certains ouvriers qui se présentaient pour reprendre le travail afin de faire accroire qu'il ne manquait pas de main-d'œuvre. *L'Humanité* (12 décembre) présentait ainsi les faits: « La situation intérieure de l'usine sur laquelle les grévistes sont renseignés chaque jour leur permet d'envisager la défaite patronale avec confiance. En effet, les jaunes sont amenés à donner leur compte, d'autres sont licenciés. » Ces autres qui étaient licenciés étaient non pas des jaunes mais des grévistes.

Un peu plus loin *l'Humanité* ajoutait : « Au 22e jour de lutte il faut que la solidarité s'intensifie. » C'était marquer, quoique un peu tard, une des lacunes, une des fautes qui ont fait perdre la bataille. Il n'y eut pas de véritable organisation de la solidarité, en rapport avec les besoins. Des réunions avaient été prévues dans la vallée de la Meuse. Elles n'eurent pas lieu, paraît-il, du fait de l'emprisonnement du camarade Mayer. Ailleurs, il manqua jusqu'à l'intention de faire quelque chose, excepté quelques collectes.

Colin se rendait parfaitement compte que le temps travaillait pour lui.

« Il faut décapiter le mouvement »

Le 10 décembre, au matin, le Guépéou des grévistes aurait surpris une conversation du fils Rabeaux, une « capacité » de l'usine, avec le commissaire de police. Rabeaux aurait donné l'ordre au commissaire d'arrêter le camarade Sampaix, délégué régional du Parti : « Il faut arrêter Sampaix, il faut décapiter le mouvement. » Le soir même, dit *l'Humanité*, Sampaix était loin.

Je me garderai bien de dire que ce départ fut une fuite. Un militant a parfaitement raison de se soustraire à une arrestation quand il en est menacé. Je veux seulement dire qu'il a raison indépendamment de sa tendance et qu'il ne faut pas blâmer chez l'un ce qu'on approuve chez l'autre. Je fais allusion au cas de Wéber que les majoritaires ont accusé « d'avoir fui dès que les gardes mobiles devinrent menaçants », accusation qui, au surplus, n'est pas fondée.

Je reviens au cas Sampaix. Si vraiment le fils Rabeaux a donné l'ordre au commissaire d'arrêter Sampaix et qu'il l'ait fait assez publiquement pour que Sampaix soit averti et qu'il s'en aille, ce fils Rabeaux n'est pas si bête qu'on le dit. Car s'il estimait que le mouvement serait décapité dès que Sampaix n'y serait plus, il venait de réussir à « décapiter le mouvement ».

Mais il est bien possible que Sampaix se soit exagéré l'importance de son rôle. Ce ne serait pas sa première erreur d'appréciation. Il en a commis au moins une autre. Et plus grave. Ellle a faussé toute la conduite de la grève. Dès le 22 novembre, il était clair qu'il ne fallait plus rien attendre des familistériens et que la victoire de la grève devait être remportée sur eux autant que sur Colin. Le problème, à partir de ce moment, était de battre l'un et les autres.

Ce ne fut pas la tactique du chef du mouvement, le délégué régional du Parti. *L'Humanité* du 10 décembre relatait ces déclarations : « *Les discours de nos camarades Sampaix et Croizat, le premier faisant appel aux familistériens d'entrer dans la lutte, le second soulignant le rôle dirigeant du Parti communiste, ont été longuement applaudis.* »

Discours longuement applaudis, il n'en faut pas douter mais ça ne prouve rien. Plus d'un a murmuré à l'adresse de Sampaix : « Tu peux parler, va, tu ne les auras pas ». Les grévistes avaient raison contre leur chef. Pour avoir les familistériens, il aurait fallu autre chose que des paroles. D'ailleurs, s'ils avaient été seuls à faire les jaunes ils n'auraient pas tenu le coup bien longtemps. Malheureusement, tous les jours ils recevaient du renfort. Dans toutes les grèves, à côté du noyau des camarades décidés, qui imposent leur opinion et font voter la grève à outrance, il existe une masse d'hésitants qu'on entraîne facilement les premiers jours, mais qui lâchent peu à peu si le conflit se prolonge. Ces éléments sont un assez bon baromètre de la situation. Ils sont mieux renseignés que le Comité de grève sur les perspectives, ils savent admirablement prendre le vent. Il est extrêmement difficile de les retenir en leur contant des bobards. J'estime même qu'il est dangereux d'essayer car dès qu'ils ont perdu la confiance c'est fini.

Dans la situation particulière de l'usine Godin, ces éléments hésitants constituaient un danger extrêmement grave, car ils se laissaient entraîner par les familistériens.

Il fallait réaliser le bloc des ouvriers, contre Colin et ses complices du Familistère. « L'appel aux familistériens » pour qu'ils entrent dans la lutte ne pouvait que créer de la confusion et décourager les grévistes qui étaient fixés sur la valeur d'un tel atout.

Il fut aussi question d'alerter l'usine que la Société du Familistère exploite à Bruxelles et qui occupe 5 à 600 ouvriers. Je crois que le seul résultat fut une collecte, qui rapporta une centaine de francs. Ce n'est pas cela qui pouvait ranimer la grève de Guise.

« Ce n'est pas l'état de siège qui diminuera la volonté de lutte des grévistes, ils ont affirmé au meeting que la lutte se poursuivrait jusqu'à la victoire », disait *l'Humanité*. Evidemment, on ne peut pas dire aux grévistes que l'état de siège va leur faire perdre la bataille, pourtant, il est sûr que c'est un sérieux handicap pour le mouvement; la chasse aux jaunes devient beaucoup plus difficile. En outre l'attitude provocante des gendarmes et des gardes mobiles s'accentue. Ils ne se bornent pas aux cavalcades à travers la ville. Pendant les réunions, ils assiègent littéralement le Marché couvert. Ils poussent leurs chevaux contre les portes en bois pour faire du bruit et empêcher les assistants d'entendre les orateurs. D'autres fois ils se montrent à la porte de la salle. Il est visible qu'ils cherchent l'incident. Si le sang n'a pas coulé, c'est parce que les grévistes ont dédaigné les provocations.

Après coup, on serait tenté de dire que ce fut le meeting du dimanche 15 décembre qui porta le coup de grâce à la grève. En tout cas, après le compte rendu de cette journée, *l'Humanité* n'en parla plus guère. Elle laissa tomber peut-être même un peu trop brusquement et la presse régionale ne manqua pas de le souligner. Pourtant le meeting fut un succès; la salle était comble. Il est vrai qu'il y avait pas mal de curieux : Doriot avait été annoncé. Le public se montra d'abord un peu désappointé de n'avoir que Clamamus en remplacement. Mais après un compte rendu des débats parlementaires, le député-maire de Bobigny parvint à égayer la salle. Il compara Colin à Citroën qui dépense l'argent sans compter, à Deauville et ailleurs. Or, Colin est l'homme le plus pingre de Guise et peut-être de France. Les Guisards disent de lui qu'il est le « roi des rapiats », qu'il n'achète à la fois qu'un demi-quart de lard. Quand il fait de « l'extra » — toujours d'après les Guisards — il envoie chercher trois rondelles de saucisson, comme hors-d'œuvre, pour lui, pour Madame et pour la bonne.

La reprise du travail

La surprise fut générale, le 20 décembre, lorsqu'on apprit que le Comité de grève venait de décider la reprise du travail. Les soupes communistes fonctionnaient depuis deux ou trois jours et tout le monde s'attendait à une résistance prolongée. « Les grévistes sont moins nombreux, mais ceux qui restent sont des « purs » et puisqu'il s'agit d'une guerre d'usure il est facile de prédire que la reprise s'accentuera de plus en plus difficilement », avait écrit le journal local de la semaine précédente.

Combien d'ouvriers demeuraient en grève au 20 décembre?

D'après la direction de l'usine, il en restait 326, en comptant les 85 licenciés. Mais la direction a toujours « arrangé » ses chiffres à sa façon, en trichant avec les malades et blessés.

On peut évaluer le nombre réel à 400 pour le moins.

Le Comité de grève avoue naïvement qu'il n'en savait rien : « Les ouvriers n'assistaient plus aussi nombreux aux réunions du Marché couvert où un froid rigoureux se faisait sentir, et certains camarades eurent l'illusion que les rentrées à l'usine étaient nombreuses, alors qu'en réalité les grévistes restaient à la maison . » (*Exploité* du 28 décembre).

Quoi qu'il en fût, Colin l'emportait avec son « rentrez d'abord, nous discuterons après ». Les ouvriers rentrèrent donc, sinon en groupe, du moins en même temps et ils suivirent en cela les conseils de leur Comité.

Aucun incident à la porte, mais peu après les grévistes étaient avertis que l'organisation des services de l'usine ne permettait pas de les reprendre tous à la fois, et qu'on les convoquerait, à raison d'une trentaine par jour. Toujours la même tactique de Colin, pour donner à croire que la main-d'œuvre ne lui fait pas défaut. En même temps, il faisait dire que les sanctions seraient limitées aux 85 auxiliaires licenciés, mais ce n'était qu'un prétexte pour confirmer les licenciements.

Et les ouvriers furent invités à quitter l'usine. Indignés d'un tel traitement, dès qu'ils se retrouvent dans la cour, ils improvisent une manifestation. Leur cortège était arrivé au Marché couvert avant que gendarmes et gardes mobiles — qui en étaient au café — fussent revenus de leur surprise.

Les jours suivants, les grévistes rentrèrent aux conditions imposées par Colin, à la cadence de 30 par jour.

A l'intérieur de l'usine de vives discussions éclatèrent entre grévistes et jaunes, des listes de souscriptions en faveur des licenciés furent présentées. Colin aurait même déclaré qu'il reprendrait — un peu plus tard — les licenciés qui viendraient se faire inscrire.

La révision des salaires, promise par Colin, a été mise en chantier. En attendant et en plus des augmentations accordées avant la grève, une indemnité de vie chère de 1 fr. 50 par jour a été allouée à tous sans distinction.

UN PEU D'AUTOCRITIQUE

Pour terminer, jetons un coup d'œil d'ensemble sur ce mouvement si particulier et résumons les causes de son échec.

En premier lieu, une grosse erreur d'appréciation a été commise sur le rôle des familistériens. S'il est indéniable qu'une partie de ceux-ci manifestèrent contre la direction, cela ne dura guère. Leur combativité ne résista pas à la déclaration du lock-out, ou plutôt cette combativité s'exerça contre les grévistes. Dès la réunion du Syndicat du Travail, aucune illusion ne restait permise. Pour battre la direction il fallait battre ses complices en exploitation.

La *Journée Industrielle* a dit que les communistes étaient parvenus à dresser les ouvriers non-propriétaires contre les ouvriers propriétaires de l'usine. Bien loin d'y être parvenus, les communistes ne l'ont pas même essayé. Leurs attaques ont été localisées contre la direction. Les associés ont été trop considérés comme de simples jaunes et pas assez comme des patrons. Un camarade qui a essayé de loin de comprendre la composition véritable du Familistère, mais n'en est pas venu à bout, écrit dans la *V. O.* : « Après un certain nombre d'années, on devenait *associé*. » Erreur, camarade, on ne devient nullement *associé* à l'ancienneté. On naît associé, bien plus qu'on ne le devient. Quelques uns le sont à 26 ans et d'autres — le grand nombre — ne le seront pas même à 60 ans, ne le seront jamais. La mort même d'un associé, ne crée pas toujours une place pour un nouveau. La famille du mort continue d'occuper le logement du Palais Social qui a été aussi surnommé le « Palais des Veuves ».

Une seconde erreur a été le manque d'organisation de la solidarité. La cause des grévistes était éminemment sympathique dans toute la région, où la prospérité de l'usine Colin est bien connue. Ce qui est moins connu, en dehors de Guise, c'est la scandaleuse différence de traitement entre les diverses catégories de travailleurs. Il y avait là une occasion d'ameuter le prolétariat contre les exploiteurs du Familistère, d'affaiblir la position des patrons en fortifiant celle des grévistes, tout en leur procurant des ressources.

Notons une troisième faute : Les querelles de tendance. Elles ont joué un rôle considérable et sont à compter au nombre des cadeaux faits aux ouvriers par le « rôle dirigeant » du Parti. Les majoritaires n'ont pas craint de sacrifier la grève à la lutte contre la minorité.

Wéber, alors secrétaire de la 2e U. R. unitaire, minoritaire « sauvage », n'envisageait que les moyens d'assurer la victoire ouvrière, sans autres considérations. On lui reprocha de n'avoir pas osé, dans les réunions de grève, se dresser contre la ligne révolutionnaire de la C. G. T. U. et d'avoir ainsi fait de la démagogie — comme si c'était le moment et le lieu d'engager de telles controverses.

Après les attaques de Bougère, délégué officiel du Parti, Wéber quitta Guise, dans l'intérêt du mouvement, ne voulant pas être une cause de discorde. Les adversaires ont proclamé jésuitiquement, car ils n'en pensent pas un mot, qu'il avait fui devant les gardes mobiles! « Que pensez-vous de Wéber? » fut-il demandé à des hommes de confiance du Comité de grève envoyés dans les environs pour recueillir des souscriptions. Ces camarades répondirent : « On pourra dire de Wéber tout ce qu'on voudra, il n'y a que lui qui s'y entend pour mener une grève. » Les événements n'ont pas contredit ce jugement; après son départ de Guise le bloc gréviste est allé chaque jour s'effritant.

Nos communistes à la manque veulent faire passer la grève de Guise comme une confirmation de leurs thèses saugrenues sur le capitalisme déclinant et en proie aux accidents de la troisième période. Pour mieux y parvenir ils étirent ou raccourcissent les faits pour les mettre à la mesure de la théorie. Ainsi procédait Procuste. Ils nous parlent de 47 ans de paix sociale. Pourquoi ce chiffre de 47. Quelle grève, quel mouvement y eut-il à Guise en 1882? Ils cachent par contre soigneusement qu'une grève eut lieu en 1925, qui dura deux jours et fut un succès ouvrier. Il est vrai que cela était antérieur non seulement au « nouvel essor » mais encore à la « radicalisation ». Ils nous parlent de la spontanéité du mouvement, aussi

ne disent-ils pas qu'un an avant la grève le Syndicat avait présenté des revendications. Ils oublient même de dire que la direction de l'Usine, sentant venir le mouvement, avait essayé de l'enrayer en offrant des augmentations.

A la vérité, la grève a bousculé toutes les prédictions de nos augures. Grève offensive : les ouvriers réclament plus volontiers parce qu'ils constatent la situation momentanément florissante de l'industrie et l'absence de chômage. Cela ne s'accorde pas tout à fait avec la thèse du capitalisme incapable de satisfaire les revendications immédiates et obligeant les masses à envisager la question de la prise du pouvoir. Cela ne confirme pas davantage les perspectives de chômage que nos pauvres théoriciens entrevoyaient il y a deux ans. Ah! oui, vraiment, nous avons des guides clairvoyants! Ils n'aperçoivent même pas que le premier stade de la rationalisation engendre une suractivité industrielle.

On a voulu faire croire que les ouvriers, par leur action à l'intérieur de l'usine, avaient réussi à faire prévaloir une partie de leurs revendications. La réalité est bien différente. La direction a accordé 1 fr. 50 par jour d'augmentation générale, c'est-à-dire ce qu'elle avait promis, non seulement aux grévistes, mais aussi et surtout aux jaunes.

A côté de cela, brimades de toutes sortes contre ceux qui ont fait grève jusqu'au bout. Un exemple de brimade collective : les grévistes sont astreints, tout comme de nouveaux embauchés, à un stage de six mois, pour avoir droit à la caisse d'assurances mutuelles.

Les brimades individuelles ne se comptent plus : professionnels obligés de faire les manœuvres; ouvrage le plus ingrat distribué aux travailleurs aux pièces ayant fait la grève. Plusieurs bons militants ont déjà quitté Guise et pas mal d'autres songent à les imiter. A défaut d'autres données, cet exode suffirait à déterminer de quel côté se trouvent les vainqueurs.

Notons enfin, d'après *l'Exploité* du 1er février que les 85 licenciés sont toujours sur le pavé, cependant que des inconscients font jusqu'à douze heures de travail par jour.

Incontestablement, Colin continue donc à l'emporter. Mais pour combien de temps? Cela dépend des ouvriers eux-mêmes. S'ils ont trébuché en essayant de faire ce grand pas en avant qu'aurait été une augmentation générale de 5 fr., si de grandes espérances ont été déçues, s'il y a eu des victimes, leur situation se trouve malgré tout améliorée. A eux donc de faire preuve de ténacité et surtout de bien se pénétrer de l'avantage que constitue un syndicat puissant, quelque opinion qu'on professe sur le « rôle des inorganisés ».

Indépendamment des résultats, qui certes, auraient pu être meilleurs, ce mouvement aura exercé une action bienfaisante pour la classe ouvrière de Guise.

Un journal de la région attribuait à un vieil ouvrier le propos suivant : « A Guise, le communisme vient de se tuer lui-même ». Que les épigones du guesdisme qui s'affublent du titre de communistes, se soient faits du tort à eux-mêmes, ça se peut. Quant au communisme véritable il n'existait pas encore à Guise et notre conviction est que ce mouvement, en réveillant le prolétariat, en lui donnant une conscience de classe plus nette et plus forte aura beaucoup contribué à la formation d'un état d'esprit syndicaliste révolutionnaire indispensable à l'existence du communisme.

MAX EMILE.

A travers les Livres

Albert THIERRY :

LE REVELATEUR DE LA DOULEUR. *Tragédie.* (Edition de la Librairie du Travail.)

Personnages de la Tragédie :
De Fer.
Pierre.
La Mort.

Aujourd'hui. En Europe.

J'ai cherché cet aujourd'hui à la fin du livre, et j'ai trouvé deux dates : 1901-1906.

Puis j'ai lu. Et bientôt les chiffres se sont effacés. Trente ans après avoir été pensé, le *Révélateur de la Douleur* demeure actuel, parce que la tragédie se continue autour de nous, simplement plus douloureuse de nous arriver par-dessus la guerre qui nous a pris Albert Thierry deux fois : en l'étendant parmi les victimes et en le livrant par un aspect passager de sa pensée aux services de propagande de la bourgeoisie.

Personne ne peut attendre d'une Tragédie — il faudrait presque écrire d'une Passion — qu'elle évolue dans le cadre banal des réalités sensibles. Celle-ci bat dans une atmosphère d'Europe qui étant de nulle part se trouve être de partout.

De Fer, « durs traits illuminés d'yeux ardents », est un évadé de la bourgeoisie passé à l'anarchie. Non anarchie de dilettante, mais anarchie militante qui s'opposait alors au socialisme collaborateur.

Pierre, « fin profil nerveux et souffrant », parmi une compagnie d'*enchanteurs* qui cherchent la Beauté, glorifient la Douleur, s'escriment à exprimer tous les hommes mais se trahissent eux-mêmes.

« *Marcel pour séduire une inconnue écrit des poèmes funèbres. Juste détruit l'amour au jeu d'un cynisme subtil. Solange s'enorgueillit de ne pas exister. Clément met en musique les fièvres de l'inconscience. Et Carion nie la vie.* »

Mais il ne peut se satisfaire de tant de négations, et il crie douloureusement à l'un d'eux :

« *Ah, Juste! Pourquoi faut-il que tout votre talent travaille contre la santé morale!* »

Naturellement, ces artistes méprisent les « sales individus » de la foule, et il faut que De Fer leur dise :

« *Vous les méprisez ? Parce qu'ils ne se connaissent pas en abstractions et qu'ils ne pourraient pas occuper vos livres? C'est pourtant en eux qu'est toute la force de la vie!* »

De Fer presse Pierre de renverser la Tour d'Ivoire où s'enferment les artistes, de n'être plus de ceux qui regardent la vie, mais de se ranger parmi ceux qui combattent; il veut le conquérir comme il veut conquérir « *tous ceux qui s'en remettent à la vertu pour changer le monde* ».

Pour cela, il veut le conduire « *voir la révolte du peuple et comme elle est juste* », et aussi « sa Douleur et sa Vertu ».

Ils vont. De Fer, durci, révèle aux hommes la Douleur. Pierre douloureux s'exalte. Et la Mort les suit.

⁂

Voici les Puissants dans leur tragique impuissance. Voici ceux qui se courbent en prières et ceux qui se tendent vers la fuyante vérité. Voici les Riches haletants dans le déchirement de leur cœur. Voici les Esclaves armés derrière les grilles des casernes. Voici les molles Prostituées et leurs hommes canailles. Voici les petits enfants, chairs innocentes torturées par les fautes des hommes.

Et enfin voici que sonne le pas lourd des Révoltés.

Rues dépavées. Barricades. Nouvelles sensationnelles et contradictoires. Espoirs invincibles. Cruautés certaines. Destructions stupides. Energie, Elan, Dégoûts. Frénésie.

Quelques cœurs tranquilles viennent retrouver De Fer pour mourir sur la barricade que leur pureté illumine. Puis voici venir, résidu de Puissance et déchet

de Richesse, ceux qui se préparent à ligotter la Révolution avec les liens d'un gouvernement provisoire. Mais à ceux-là, De Fer crie :

« Allez-vous-en! Vous mentez comme vous avez toujours menti! Vous venez à la Révolution avec tous vos crimes, pour les cacher dans les siens, car vous avez peur. Allez-vous-en : je ne veux pas que votre exploitation recommence, je ne veux pas que votre tyrannie se rétablisse, je ne veux pas que votre force dure! Votre amour du peuple ment, votre fraternité ment, il n'y a que votre égoïsme qui soit sincère! Mais allez-vous-en donc, faussaires que vous êtes! »

Et pourtant le désespoir est entré dans De Fer et Pierre, et ce dernier murmure :

— Nous sommes condamnés. La Société n'est pas dans l'Etat, elle est dans les hommes. Détruire l'Etat avant de changer les hommes, impossible. Changer les hommes sans détruire l'Etat, — impossible. Folie de la Vie!

Le pas des régiments ébranle la Terre. Un tablier noir et un jupon rouge flottent lourdement à la crête de la barricade, drapeaux! Mornes et las, les deux hommes attendent l'heure de se battre. Ils vont mourir sans comprendre. Mais déjà leur Foi est morte. Ils sont le jouet d'une force plus grande qu'eux. Le vieux Monde va crouler. Mais les mêmes passions le rebâtiront semblable. La méchanceté des hommes s'est affirmée bestialement. Les Révoltés ont tué, pillé, violé. Ils ont fondu un archevêque comme un baton de cire, jeté Cronzelet dans un haut fourneau, arraché des yeux, fait jaillir des cervelles. De Fer et Pierre pressentent l'Eternité de la Vie. L'ancien monde ressuscitera sur le nouveau; leur Révolution ne sera qu'une étape vers d'autres Révolutions.

La première décharge couche, sur le pavé, Pierre qui meurt en criant :

« La plus grande douleur, c'est la plus grande guerre... et la plus grand guerre, c'est la plus grande vie. »

⁂

Œuvre puissante, lourde de signification, claire de formules saisissantes.

Bien sûr, il s'élévera une voix pour nous dire qu'une telle œuvre est imprégnée de sensiblerie petite-bourgeoise, qu'un révolutionnaire a autre chose à faire sur la barricade que regretter la mort d'un archevêque dans un bain de bitume bouillant. Mais tel qui a pris son parti de la violence prolétarienne, ne pourra pas accepter sa cruauté; tel qui est prêt à participer aux combats de rue ne pourra pas permettre le viol collectif d'une femme — fût-elle comtesse. Le problème de la limitation de la violence révolutionnaire pose celui du recrutement, de l'organisation, et de la tactique révolutionnaires.

La même voix ricanera à l'idée que le vieux Monde ne s'écroulera que pour ressusciter bientôt semblable. Et pourtant, l'histoire est là. Toutes les Révolutions se sont faites contre une classe au profit d'une autre, de la fraction la plus évoluée de cette autre. A cette heure, on ne peut pas dire que la Révolution russe fera mentir l'histoire. La crainte demeure qu'à son tour, elle n'installe, à l'abri d'une phraséologie trompeuse, sa Bureaucratie et son Intelligence, dans des privilèges incompatibles, avec l'existence d'une société sans classes. L'avortement définitif de la Révolution russe serait à ce titre, une lourde défaite pour tous ceux qui, comme le Pierre d'Albert Thierry, se demandent avec angoisse s'ils luttent simplement pour *une* révolution parmi d'autres, ou s'ils luttent vraiment pour *la* Révolution — celle qui fermera la série.

La même voix pourra dénoncer le « défaitisme révolutionnaire » d'une telle conclusion; mais qui aura lu et médité le *Révélateur de la Douleur* n'en sortira que renforcé dans son mépris pour la bourgeoisie dominante, pour toutes les combinaisons collaborationnistes, et frappé par la grandeur morale d'un De Fer ou d'un Pierre. Quant à ceux qui ont besoin pour agir de certitudes aveuglantes, étonnons-nous qu'ils puissent en trouver quelque part, et dédions-leur ce mot de Bonjean dans une *Histoire de douze heures* : « Mourir pour sa foi est devenu vieux jeu. Une telle perspective ne saurait plus séduire que des héros de second ordre. Il faut apprendre à mourir pour ses espoirs. »

B. GIAUFFREY.

Victor Augagneur : ERREURS ET BRUTALITES COLONIALES (Editions Montaigne).

Cet ouvrage, ou plus exactement cet épisode de la vieille rivalité coloniale entre « militaires » et « civils », est un exposé objectif de la révolte indigène du sud de Madagascar en 1905 et de la répression qui suivit. Quelle belle série de crimes, tortures, vols et exactions! Ces atrocités de tout genre furent présidées par le « grand » maréchal Galliéni. Mais, nous dit assez perfidement l'auteur, on ne saurait en rendre responsable cet intangible grand administrateur car... il ignorait ce que faisaient ses subordonnés!

Mais cela nous est égal et la riche documentation que nous apporte Augagneur ne nous intéresse que parce qu'elle est strictement démonstrative de la manière dont sont administrées au début toutes les colonies. Oui, *toutes*. Le phénomène n'est pas limité à Madagascar; il est absolument général et il est stupide d'être contre l'administration militaire tout en étant pour la colonisation civile. Ces deux choses ne sont que deux effets, à des moments différents, d'une même cause, l'impérialisme. Il y a d'abord conquête et domination militaires, ensuite exploitation économique. Et il ne faudrait pas croire que le deuxième stade soit moins cruel que le premier. Loin de là! Il n'est guère que plus hypocrite. Exemple : M. Augagneur s'indigne quelque part des châtiments collectifs infligés par les militaires. « Exécuter des gens en masse, sans preuve de la culpabilité de chacun, c'était méconnaître d'une façon absolue l'état d'esprit de l'indigène de Madagascar, au reste semblable à celui de tous les primitifs. Le primitif a une conscience très éveillée de la justice... etc. » Très bien! Mais dites-nous, Augagneur, vous avez été gouverneur de l'Algérie et nous n'avons pas appris que vous ayez fait abolir les punitions *collectives* d'amende et de séquestre qui font partie, avec l'internement, de l'arsenal répressif personnel du gouverneur général. Mieux, il ne serait pas difficile de démontrer que vous vous en êtes servi vous-même.

D'autre part, Madagascar « jouit » maintenant d'une administration civile qui a tous vos suffrages. Or, il a été révélé par hasard à la Chambre, dans le rapport du budget, que le mouvement démographique de l'île accuse, pour 1926, 78.379 décès pour 69.124 naissances, soit un excédent de près de 10.000 décès. Et 1926 n'est pas une année exceptionnelle! 1926 est une année où le décret du gouverneur Olivier sur l'expropriation générale des terres indigènes n'a pas encore produit ses effets meurtriers. 10.000 décès en trop, cela signifie qu'en période d'exploitation économique tout se passe comme si chacun des 20.000 blancs qui sont là-bas les représentants *civils* de l'impérialisme tuait un indigène tous les deux ans. — J. P.

PETITES NOUVELLES

— On annonce comme devant paraître en fin février le premier volume de *Ma Vie*, de Trotsky, essai autobiographique (1879-1905; les Enfances); les deux volumes suivants paraîtront, l'un fin mars, l'autre début de mai.

— Signalons la publication à la Librairie Gründ d'un important ouvrage, *Les Saint-Simoniens*, par Henry-René d'Allemagne. Préface de M. Charlety. Prix : 150 fr.

Nous avons reçu

Les méthodes modernes de guerre et la protection des populations civiles. Conclusions de la Conférence de Francfort-sur-le-Mein. 12 fr. (Rivière.)

V. Veressaiev : *Guerre civile.* Roman traduit du russe, par V. Soukhomline et S. Campaux. 15 fr. (Payot.)

Marcel Arland : *L'Ordre.* Roman en un volume (N. R. F.).

LA
RENAISSANCE DU SYNDICALISME

La Ligue Syndicaliste doit persévérer

Il n'est pas facile en ce moment de se faire comprendre exactement par tous. Pour se reconnaître dans les diverses organisations et leurs ramifications, dans les diverses tendances et sous-tendances, il faut suivre le mouvement de très près. Quiconque se désintéresse de nos luttes intérieures, les prenant pour des querelles futiles, de même que quiconque les regarde d'un peu loin ou à travers son seul journal, a vite fait de s'embrouiller. C'est sa faute, bien sûr, s'il nous prête des pensées que nous n'avons pas. Mais c'est aussi un peu la nôtre : c'est la preuve que notre pensée n'apparaît pas avec assez de netteté, qu'elle n'est pas exprimée avec une clarté assez frappante, peut-être aussi qu'en ce temps où les charlatans emplissent la place publique une voix toute simple ne risque guère d'être entendue.

C'est ainsi qu'un camarade de Rouen, un douanier, un vrai celui-là et non un frère du fameux douanier havrais imaginé par *l'Humanité*, nous demande si le programme de la Ligue syndicaliste est sincère, si nous n'avons pas éventuellement l'intention de créer une 3e C. G. T. autonome, c'est-à-dire d'affaiblir un peu plus le mouvement syndical révolutionnaire. Une lettre du camarade Storez, ex-secrétaire de la Fédération Autonome des Fonctionnaires publiée dans l'*Action Douanière* du 25 décembre, le lui fait craindre.

Nous lui répondrons ce que nous avons dit un certain nombre de fois depuis cinq ou six ans : « Fichtre non ! nous ne pensons pas à constituer une 3e ou une 4e C. G. T. Nous trouvons qu'il y en a déjà trop de deux. Notre tâche consiste à réaliser la C. G. T. unique. »

Le camarade Storez commet une grosse erreur. Il raisonne en utopiste. Il croit possible de rassembler les syndicats sur une plate-forme théorique, sur la reconnaissance de la charte d'Amiens. Les syndicats, tant de la C. G. T. que de la C. G. T. U., qui sont partisans de la charte d'Amiens, n'auraient qu'à se rassembler dans une nouvelle C. G. T. Ainsi, inéluctablement, d'après lui, l'unité syndicale serait en voie de réalisation. Nous croyons qu'il n'y aurait qu'une C. G. T. impuissante de plus. Les syndicats ne peuvent se rassembler, s'unifier que sur la plate-forme des faits, du grand fait que les ouvriers constituent une classe, une classe distincte des autres classes, une classe englobant tous ceux qui travaillent, tous ceux qui souffrent de l'exploitation, quelles que puissent être leurs opinions politiques ou philosophiques.

Nous croyons précisément que c'est le rôle des partisans de la charte d'Amiens, c'est-à-dire des syndicalistes révolutionnaires, de travailler là où ils sont, et il y en a partout, dans la C. G. T., dans la C. G. T. U., dans les syndicats autonomes isolés, de travailler au rassemblement général des syndiqués, à la fusion des deux C. G. T. Quand nous disons que la minorité révolutionnaire de la C. G. T. et la minorité de la C. G. T. U. doivent se donner la main, nous entendons qu'elles doivent mener le même combat pour l'unité, chacune dans sa C. G. T., renverser les obstacles qu'on y oppose d'un côté comme de l'autre. Beaucoup, aujourd'hui, croient l'unité impossible. D'autres ne la croient pas désirable. D'autres n'en veulent à aucun prix. Nous, nous la croyons possible, nous la croyons indispensable. Mais nous savons qu'elle ne se réalisera que sous la pression des militants du rang l'imposant à leurs grands chefs. Ceux qui croient l'unité facile sont vite découragés. C'est parce que nous savions qu'elle serait difficile à rétablir que nous n'avons pas pu nous décourager. Nous gardons la même confiance tranquille. Notre seule surprise, c'est d'être aussi peu nombreux à avoir cette confiance.

Même si la Ligue Syndicaliste n'avait pas d'autre objet que son effort pour l'unité syndicale, elle ne pourrait pas disparaître. Il est précieux que quelque part des militants de la C. G. T. U., de la C. G. T. et des syndicats autonomes se retrouvent pour un travail commun. Maintenant que le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme fera la besogne nécessaire à l'intérieur de la C. G. T. U., la Ligue Syndicaliste est amenée à demander aux révolutionnaires qui sont à la C. G. T. de rester moins passifs.

La Ligue Syndicaliste a du travail devant elle. Elle a maintenu en face de la bolchévisation l'esprit syndicaliste révolutionnaire et démontré qu'on pouvait rester révolutionnaire, tout en sortant du parti communiste. Elle a combattu la colonisation des syndicats par le parti communiste sans cesser de combattre la colonisation des syndicats par le gouvernement. Elle n'a pas plus glissé au réformisme qu'à l'anti-communisme. C'est elle qui peut aujourd'hui montrer la bonne voie à ceux qui, dans la C. G. T. U., découvrent si tardivement où l'on veut les entraîner.

Hier, elle était seule à soutenir l'entrée des représentants de la minorité à la C. E. de la C. G. T. U., à insister auprès des Ports et Docks pour qu'ils accordent leur autorisation à Engler et à presser la minorité n° 2 d'accepter. Celle-ci n'écouta pas ses conseils. Aujourd'hui, elle se rend certainement compte qu'elle eut tort de refuser.

Beaucoup de temps a été perdu et peut-être plus que du temps. Le *Cri du Peuple* a été publié avec trois mois de retard. L'organisation du Comité pour l'indépendance, avec six mois. Pendant ce temps, Schumacher a été battu au Livre-Papier parisien, Tourcoing est passé à l'autonomie; l'Union régionale de Reims a été enlevée par les majoritaires. Pourtant, au Livre-Papier, comme à Reims, le bloc des trois minorités s'était fait instinctivement, mais il n'avait pas été expliqué au grand jour et scellé dans une organisation de tendance, si bien qu'à la défaite a suivi l'éparpillement; au lieu d'être un stimulant, ce coup a semé le découragement.

Cela tient, pour une part, à ce que les dernières minorités n'ont pas l'expérience des militants de la Ligue. Ils n'aiment pas les coups et ne savent pas qu'il faut savoir servir au besoin de tête de Turc. Evidemment, c'était pour assurer leur tranquillité que les vieux militants de Tourcoing étaient restés aussi longtemps dans la majorité; du jour où ils furent obligés d'en sortir, ils ne purent sans doute se faire à une lutte minoritaire tenace; de là leur passage à l'autonomie. Il faut dire que les syndicats où les luttes de tendances prédominent sont des syndicats bien malades. Puis, Tourcoing vit sur le triste souvenir de Lauridan, qui n'avait pas dû attendre d'être fasciste avec Valois pour être au service de Ley et du Consortium. Les militants sérieux ont peur d'avoir en tel communiste d'aujourd'hui un successeur de Lauridan.

Le bloc des minoritaires de la C. G. T. U. ne se fera que peu à peu, trop lentement peut-être pour

opposer en temps voulu la résistance nécessaire aux coups de force ordonnés par Losovsky. Instituteurs, cheminots, fonctionnaires ont trop tendance à se replier sur eux-mêmes et à ne pas chercher le contact avec les autres minoritaires. En outre, pour beaucoup de militants de toutes corporations, il est plus facile de partir à la pêche à la ligne que de lutter pied à pied contre les saboteurs du mouvement syndical.

La ténacité dans la lutte, c'est la Ligue Syndicaliste qui peut l'apprendre aux nouveaux minoritaires. Elle peut montrer ce que donne un effort soutenu. Où en était-on en 1925 ? Un camarade nous fait le reproche d'être trop modestes. « Si l'on songe combien, il y a cinq ans, il était difficile de lutter pour la renaissance d'un syndicalisme révolutionnaire maître de ses destinées, nous avons réussi un joli tour de force. »

Pierre MONATTE.

Le Comité des quatre pays

C'est le titre donné par l'Internationale d'Amsterdam à un Comité formé de représentants des C. G. T. d'Allemagne, de France, de Belgique et du Luxembourg et dont le but est d'organiser les ouvriers du grand bassin minier et métallurgiste qui est à cheval sur les quatre pays.

Ce Comité constitué à une réunion préliminaire à Luxembourg le 27 septembre 1929 avait chargé une commission d'enquêter sur les besoins de la propagande dans l'Est français, le Grand-Duché de Luxembourg et le Sud du Luxembourg belge. Cette commission, formée des camarades Eisenring, Brandt, Krier et Bondas, a déposé ses conclusions à la réunion du Comité des quatre pays qui s'est tenue à Esch-sur-Alzette (Luxembourg) le 6 janvier.

Le *Réveil Ouvrier* de Nancy (25 janvier) rend compte de cette réunion tenue sous la présidence de Sassenbach :

La Commission installée par la dernière réunion a déposé des propositions dont la discussion fut immédiatement abordée. On conclut de l'échange de vues qu'il serait peu approprié de borner la propagande à la main-d'œuvre de l'industrie minière et métallurgique. Une foule d'ouvriers d'autres industries viennent en effet en ordre de considération. Dans la seule région lorraine, l'industrie céramique occupe des milliers d'ouvriers ; les entreprises des transports emploient près de 20.000 travailleurs et 1.800 personnes sont occupées dans l'industrie de l'alimentation. Le Comité des Quatre Pays souhaiterait donc que les Internationales profesionnelles des Métallurgistes, des Mineurs et du Bâtiment ne fussent pas seules à participer à ses travaux et que toutes les Internationales professionnelles intéressées secondent son activité.

Le Comité a approuvé unanimement les propositions faites par la commission. Ces propositions préconisent de faire porter tout d'abord la propagande sur les ouvriers nationaux résidant dans le district charbonnier lorrain de Forbach et dans le district minier et métallurgique de Thionville.

Deux secrétaires seront chargés de développer les efforts nécessaires. C'est la C. G. T. française qui devra nommer ces secrétaires et surveiller leur activité. Ces secrétaires feront rapport tous les trois mois au Comité des Quatre Pays sur leur action, les résultats obtenus et les dépenses faites. L'effort de propagande et d'organisation devra durer quelques années pour aboutir à des résultats appréciables, pour rétablir un mouvement syndical solide et cohérent.

Le Comité des Quatre Pays a renouvelé le mandat de la commission jusqu'au 25 avril, date de sa prochaine réunion. Entre temps, la commission établira un plan de travail pour les secrétaires à la propagande et fixera des directives pour le recrutement syndical.

PETITES REMARQUES

« Le gouvernement, annonce en gros caractères l'*Humanité* du 20 janvier, est contraint *devant la poussée ouvrière* de reculer la date d'application des assurances sociales. »

Ce que c'est tout de même! Nous avions pris cette victoire nouvelle pour une défaite ouvrière. Nous avions cru que c'était la poussée patronale qui avait empêché la mise en application des assurances sociales à la date du 5 février.

⁂

Eh oui, Bidegaray a la nostalgie de l'union sacrée. Il n'est pas seul à l'avoir. En ce temps-là, ils avaient leurs grandes et leurs petites entrées ou gouvernement et ils en obtenaient quelques petits avantages.

Le gouvernement ne leur demandait, en échange, que de bien réfréner les aspirations pacifistes de la classe ouvrière et d'aider à l'entrégorgement des travailleurs jusqu'au bout.

L'échange leur pesait si peu qu'ils sont tout prêts à recommencer.

⁂

« Pour faire la révolution, il faut *des hommes qui soient des hommes...* »

Bravo, camarades Bouet!

Mais ces hommes qui auront besoin d'avoir du vrai courage pour faire la révolution doivent, dès maintenant, n'est-ce pas ? montrer le tout petit courage qui consiste à ne pas se satisfaire d'un catéchisme, qu'il soit rouge ou noir, et à penser par eux-mêmes; le tout petit courage aussi qui consiste à ne pas rester à mi-chemin; le tout petit courage encore qui consiste à défendre publiquement ce que l'on pense.

Des hommes qui soient des hommes, c'est-à-dire capables de donner leur vie pour leurs idées un jour, mais capables aussi de braver journellement les froissements, les injures et peut-être les coups.

Même si les grands sages trouvent que recevoir des coups est inélégant et que s'y exposer, c'est faire œuvre négative et non pas œuvre positive.

⁂

Le « terrassier de service » est disparu des colonnes de l'*Humanité*.

Cette rubrique n'a pas eu de chance. Elle était tenue généralement au début par le petit policier Franck Revoyre. Quand nous avons eu écrit ici ce qui se racontait sous le manteau, le parti a été obligé de le vider.

La rubrique est passée alors à un Jean Ilbert.

C'est un nom lourd à porter dans le parti que celui d'Ilbert. L'oncle de ce rédacteur a été jadis convaincu du vol du portefeuille d'un de ses camarades postiers et appelé quatre ou cinq fois devant la Commission de contrôle sous l'accusation d'être un mouchard.

Les petits papiers quotidiens du neveu ne sont pas indignes de l'oncle.

⁂

Des syndiqués unitaires avalent difficilement que leurs organisations aient voté des fonds pour l'*Humanité* où leurs idées et leurs militants sont bafoués journellement.

Qu'ils se disent, si cela peut les consoler, que les révolutionnaires qui sont syndiqués à la C. G. T. ne sont guère mieux logés. Ils paient, eux aussi, et davantage peut-être, pour le *Peuple* où leurs idées ne sont pas moins bafouées journellement. En feignant de taper sur les communistes, les Morel ne ratent pas une occasion de lâcher quelque coup et de crachoter quelques mensonges sur les militants restés adversaires de la collaboration de classe.

⁂

Paraît que le renvoi d'une sténo-dactylo de la C. G. T. U. pour crime d'opinion a ému sérieusement pas mal de militants majoritaires. Ils voient là, et n'ont pas tort, des mœurs intolérables.

Pourquoi, s'ils les condamnent vraiment, ne pas les condamner à voix haute et intelligible ?

Et, quand ils y sont, dire ce qu'ils pensent de cette autre chose, plus grave et plus scandaleuse encore, ordonnée par Losovsky, le renvoi, l'exclusion de la C. G. T. U. des éléments minoritaires?

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

DIMANCHE 26 JANVIER. — Le général Koutepoff, chef des contre-révolutionnaires russes à Paris, aurait été enlevé.

— Le congrès socialiste se prononce contre la participation par 2.066 voix contre 1.507.

LUNDI 27. — *Inde.* — Ouverture à Meerrut du procès de 39 militants communistes pour conspiration contre la souveraineté du roi.

MARDI 28. — *Espagne.* — Primo de Rivera est obligé de se retirer; formation d'un cabinet Berenguer.

MERCREDI 29. — Odéon est condamné à un an de prison par le Conseil de guerre pour objection de conscience.

VENDREDI 31. — La Banque Ouvrière et Paysanne ferme ses portes.

Allemagne. — 75 militants communistes sont arrêtés en raison des manifestations de chômeurs annoncées pour le 1er février.

SAMEDI 1er FÉVRIER. — *Allemagne.* — Les manifestations de chômeurs, organisées par le parti communiste, n'ont pas eu lieu.

LUNDI 3. — La B. O. P. obtient la liquidation judiciaire.

— Fin de la grève du Livre à Lyon.

JEUDI 6. — Manifestation des mouleurs parisiens; ils quittent le travail à 4 heures.

— Le maître-chanteur et policier Anquetil est condamné à quatre ans de prison.

— Mort d'Hébert Corgeron, ancien militant du P.O.F.

VENDREDI 7. — Après interpellation d'Antonelli, Tardieu promet d'appliquer les assurances sociales le 1er juillet.

Etats-Unis. — Un coup de grisou à Standardville ensevelit 29 mineurs.

SAMEDI 8. — *Allemagne.* — Les fabricants de faux tchervonetz sont acquittés.

DIMANCHE 9. — A Belfort, manifestation à l'arrivée de Cachin et charges policières.

Allemagne. — Mort de Paul Lévi.

LUNDI 10. — *Espagne.* — Rentrée de Miguel de Unamuno.

Les mutineries militaires de 1917 et le sénateur Henry Bérenger

On se souvient d'un document-massue relatif aux mutineries militaires de 1917, fourni à Léon Daudet qui en fit grand tapage, par le sénateur Henry Berenger. Dans les *Nouvelles Littéraires* du 1er février, Joseph Jolinon vient de mettre au point cette histoire de provocateur, déformée par Daudet et Bérenger, et qui montre au contraire comment on torpille un mouvement dangereux.

J'ai failli être cité comme témoin en Haute-Cour. Voici d'ailleurs l'histoire : Le quatrième jour du conseil de guerre, où comparaissaient, dans la salle centrale du Palais de Justice de Soissons, nos trente-deux camarades inculpés d'instigation de révolte, crime puni de mort comme vous savez ,alors qu'avec les autres défenseurs, nous recherchions le moyen d'obtenir la grâce de ces malheureux que nous voyions d'avance promis pour la plupart à la peine capitale, un lieutenant de mon régiment qui défendait trois des plus coupables, s'écria qu'ils avaient dû être entraînés. Il se souvenait formellement d'avoir vu parmi les mutins un soldat inconnu, fou furieux, manifestant plus fort que les autres et les invitant à la révolte. Il l'avait interpellé. L'homme, sans répondre, faisant signe au lieutenant de venir à l'écart, lui avait montré une carte d'agent de la sûreté. Notez bien qu'il ne dit pas d'agent de la sûreté du ministère de l'Intérieur, mais une carte d'agent de la sûreté de l'armée.

Nous, alors, voyant là un argument favorable à la défense des prévenus, avons prié un de nos autres camarades défenseurs, mon ami le téléphoniste Damiron, aujourd'hui chef de contentieux à la Gresham, qui partait en permission pour Paris, de signaler au sénateur H. Bérenger qu'il connaissait, cette circonstance très atténuante en faveur des accusés. Damiron s'en chargea. Il en résulta que, sur les sept mutins condamnés à mort à l'unanimité, un seul fut exécuté. Ceci, je le répète, devenu le document Bérenger, servit de point de départ à toute l'affaire Malvy. Or, en Haute-Cour, Damiron et le lieutenant ayant été cités, une enquête fut ordonnée afin de rechercher l'agent provocateur. Elle révéla qu'il s'agissait d'un agent de la sûreté DE L'ARMÉE *venu en surveillance.* Il ne m'appartient pas de conclure, mais vous voyez que j'eus raison d'insister sur cette mystérieuse mutinerie.

⁂

L'assassinat de Bloumkine par le Guépéou

Le dernier *Bulletin de l'Opposition russe* a montré, dans une correspondance de Moscou datée du 25 décembre, les conditions dans lesquelles Bloumkine a été livré au Guépéou et assassiné.

On fait circuler, d'après Radek, cette version : Quand Bloumkine est arrivé à Moscou, son premier acte fut d'aller trouver Radek, avec qui il s'était rencontré ces dernières années plus souvent qu'avec les autres camarades et qu'il avait l'habitude de considérer comme un chef de l'Opposition, Bloumkine voulait s'informer et voir clair, en particulier comprendre les raisons de la capitulation de Radek. Car il ne pouvait lui venir à l'idée qu'en la personne de Radek l'Opposition compte déjà un ennemi acharné, qui, perdant les derniers restes d'équilibre moral, ne s'arrête plus devant aucune vilenie. On doit prendre aussi en considération d'une part, comme trait de caractère de Bloumkine, le penchant à une idéalisation morale des individus, d'autre part le caractère intime de ses relations avec Radek dans le passé.

Bloumkine a fait part à Radek des pensées et des projets de L. D. (Trotsky) dans le sens d'une nécessité de la lutte ultérieure pour ses idées. En réponse Radek, selon ses propres paroles, a exigé de Bloumkine *de se présenter immédiatement au Guépéou et de tout raconter.* Plusieurs camarades disent que Radek a menacé Bloumkine, dans le cas où il ne le ferait pas, de le dénoncer immédiatement. C'est très vraisemblable d'après les dispositions actuelles de cet hystérique effondré. Nous ne doutons pas qu'en réalité, cela s'est passé ainsi. Après cela, d'après la version officielle, Bloumkine s'est « repenti », s'est présenté au Guépéou et a remis la lettre du camarade Trotsky qu'il avait apportée. Non seulement cela : *Il aurait même demandé qu'on le fusille* (littéralement). Après quoi Staline aurait décidé de prendre sa demande en considération et aurait ordonné à Menjinsky et à Yagoda de fusiller Bloumkine. Evidemment Staline avait fait entériner cette décision au préalable par le Bureau politique, afin de lier les droitiers capitulards. Il est inutile de dire que ces derniers sont allés entièrement au-devant de Staline.

Comment faut-il comprendre cette version officielle? Son caractère mensonger saute aux yeux. Nous ne possédons pas de renseignements authentiques, puisque Bloumkine, autant que nous le sachions jusqu'à maintenant, n'eut pas le temps de faire connaître quoi que ce soit au dehors (de la prison). Mais la marche réelle des événements découle suffisamment clairement — au moins dans ses traits généraux — de toute cette situation. Après sa conversation avec Radek, Bloumkine se trouvait trahi. Il ne lui restait rien d'autre à faire que de se présenter au Guépéou, d'autant plus que la lettre de L. D., d'après son contenu, ne pouvait sûrement pas ne pas être un démenti à toutes les infamies qui sont propagées ici pour justifier l'expulsion. Y avait-il des adresses quelconques, etc., dans la lettre? Nous croyons que non, car absolument aucun des camarades que Bloumkine pouvait utiliser pour la liaison n'a été « inquiété ».

Bloumkine a-t-il capitulé? Si vraiment il avait capitulé, c'est-à-dire avait rejoint la position de Radek, il ne pouvait pas ne pas donner le nom des camarades à qui était destinée la lettre du camarade Trotsky. Mais alors moi-même je ne pouvais être épargné... Cependant, je le répète : personne ne fut arrêté. Ensuite si le camarade Bloumkine avait capitulé, le Guépéou ne se serait pas pressé de satisfaire sa « demande » d'être

fusillé, mais l'aurait utilisé dans de tous autres buts, car c'était une occasion exceptionnelle. Aucun doute qu'un tel essai a été tenté par le Guépéou, mais qu'il s'est heurté à la résistance de Bloumkine. Alors Staline a ordonné de le fusiller. Et quand se répandit dans le Parti un murmure alarmant, Yaroslavsky fit circuler, par Radek, la version que nous reproduisons plus haut. C'est de cette manière que nous nous représentons cette affaire.

⁂

Le prêtre à l'école laïque

En tête de l'*Ecole Emancipée* du 9 février, sous le titre « Un ballon d'essai », nous trouvons cette protestation contre un essai de Tardieu de ramener l'école publique loin en arrière :

Le bruit court que le préfet de Maine-et-Loire aurait reçu des instructions relatives à l'entrée des ministres du culte dans les écoles publiques. Les prêtres auraient la possibilité de venir donner l'enseignement religieux dans les locaux scolaires durant l'interclasse ou après la classe et recevraient de ce fait une grasse rémunération. On prétend que le gouvernement aurait jeté son dévolu sur l'Anjou pour tenter un essai et faciliter ainsi les modifications législatives qui interviendraient ultérieurement.

Une telle expérience ne pourrait être entreprise que dans la plus complète illégalité (violation des lois organiques du 28 mars 1882 et du 30 octobre 1886, violation de la loi de 1905 sur la Séparation des Eglises et de l'Etat). Si par impossible l'Anjou laissait faire et si les autres régions ne réagissaient pas immédiatement avec vigueur, le pays serait mûr pour la cléricalisation et le fascisme.

On peut ne pas se faire trop d'illusions sur la valeur émancipatrice de l'école laïque et formuler de légitimes réserves comme nous l'avons fait maintes fois. L'école primaire publique telle qu'elle est constitue pourtant, même de notre point de vue de classe, un progrès sur l'école confessionnelle qu'on voudrait nous ramener. Aussi la tâche urgente des éducateurs syndicalistes, dans les circonstances actuelles, est bien de défendre ce progrès, si insuffisant qu'il soit, contre la pire réaction; et le prolétariat ne doit pas se désintéresser de cette lutte.

Nous relèverons donc le défi et nous serons entendus.

⁂

La baisse de la peseta a fait partir Primo de Rivera

Un journal qui est bien placé pour connaître la puissance de la finance, c'est sûrement l'*Information* financière. Or, voici ce qu'on y lit dans son numéro du 1er février, sous la signature d'un de ses principaux rédacteurs, Albert Despaux :

Depuis un siècle, les dépréciations monétaires se sont manifestées surtout sur le marché des changes, régulièrement organisés, où elles résultaient de demandes surabondantes de devises, de plus en plus amplifiées par la mobilité des capitaux craintifs. L'équilibre des balances des comptes mises en déficit, a été rétabli par des émissions d'emprunts à l'étranger. Dès lors, l'avenir des devises vulnérables a dépendu des banquiers qui facilitaient ces emprunts. Comme les gouvernements sont démoralisés par la dépréciation de la monnaie nationale, leur sort, dans les pays où les devises étaient chancelantes, est aussi devenu tributaire de la finance internationale.

Ainsi, celle-ci a acquis graduellement une influence politique, plus réelle encore qu'apparente. En posant des conditions à l'émission d'emprunts, elle a souvent agi plus efficacement que la diplomatie. Elle en est même arrivée à contrôler effectivement certains Etats dont les dirigeants ne sont presque que ses fondés de pouvoir. Quand ceux-ci se sont montrés indociles, ils ont vu dresser contre eux des oppositions si violentes qu'elles ont provoqué leur chute.

C'est ainsi que, à l'occasion de réformes monétaires consécutives à des emprunts, la finance américains, mettant en avant son souci de veiller au succès de ces réformes, et d'assurer le service de ces emprunts, a vassalisé divers pays de l'Amérique latine et pris sous son contrôle leurs principales richesses, des mouvements révolutionnaires s'étant succédé jusqu'à ce que les éléments qui étaient favorables à cette politique aient accédé au pouvoir.

Dans tous les pays d'Europe qui, depuis la guerre, ont eu la hantise de la dépréciation de leur monnaie, la finance internationale a pris aussi plus ou moins d'influence.

L'Allemagne, notamment, a tellement recouru aux emprunts étrangers que, d'après certains, l'opposition systématique du Dr Schacht à ces emprunts, aurait surtout pour objectif de sauvegarder l'indépendance nationale.

La Russie exceptée, les Etats eux-mêmes qui pratiquaient la politique la plus nationaliste, n'ont pu faire abstraction de la finance internationale. En Roumanie, le gouvernement libéral est tombé pour avoir refusé toutes les combinaisons financières susceptibles de compromettre l'intégrité de l'actif national.

Après avoir longtemps résisté, la Turquie, à la suite de la récente défaillance de sa livre, vient d'entamer des négociations avec la Banque Ottomane pour obtenir des crédits de celle-ci.

L'Espagne, qui voulait réaliser par elle-même son développement économique et avait même monopolisé au profit de l'Etat, dans ce but, certaines industries, régies jusqu'alors par des groupes étrangers, est peut-être aussi à la veille de faire son *mea culpa*. En effet, la peseta ayant fléchi parce que la Banque d'Espagne n'a pas utilisé son encaisse et parce que le Trésor n'a pas trouvé de crédits extérieurs, le Directoire vient spontanément de s'offrir en holocauste.

ENTRE NOUS

NOUS DEPASSONS LES 1100

Le 6 février, le nombre de nos abonnés s'est élevé à 1102, contre 1070 au début de 1930.

Nous dépassons les 1100, et marquons une avance sensible. Cependant il nous faut progresser encore de 400 nouveaux abonnés pour atteindre notre objectif limité — très limité — des 1500.

Les 1500 abonnés, c'est — rappelons-le — notre programme minimum pour 1930. Et pour réaliser ce programme minimum, une meilleure cadence de rentrée des abonnements nouveaux est indispensable.

Du 11 au 23 janvier, en 13 jours, nous avions reçu 25 abonnements nouveaux, soit une cadence de 2 par jour. Du 23 janvier au 6 février, en 14 jours, nous n'avons reçu que 15 abonnements nouveaux, retombant, de la sorte, à la cadence d'un abonnement nouveau par jour.

Or, si nous voulons atteindre les 1500 à la fin de l'année, c'est 3 abonnements nouveaux par jour qu'il nous faut. En effet, nous devons compter avec les désabonnements dont la moyenne a toujours été élevée.

DES LISTES DE POSSIBLES

Indépendamment de l'effort de recrutement individuel des abonnés, effort à développer, il nous faut beaucoup plus d'adresses d'abonnés possibles que nous n'en avons.

A ce propos, signalons que sur 182 adresses de « possibles » utilisées pour nos numéros de décembre (93-94), nous n'avons recueilli que 25 abonnements, soit une proportion de 14 % seulement.

Ce qui veut dire qu'il ne s'agit pas seulement d'avoir des adresses. Il faudrait des adresses choisies. De plus, l'intervention personnelle du militant qui indique des « possibles » serait d'un gros effet.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Reçus du 3 janvier au 6 février : *Paris*, 1; *Seine*, 2; *Seine-et-Oise*, 3; *Charente*, 1; *Isère*, 1; *Mayenne*, 1; *Pas-de-Calais*, 1; *Hte-Vienne*, 2; *U.R.S.S.*, 2. — Total : 15 *abonnements nouveaux*.

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Lobjoit (Seine), 10; *Carlier (Paris)*, 5; *A. Julien (Paris)*, 10; *Fradin (Paris)*, 10; *R. Robert (Seine)*, 5; *R. Reynaud (Paris)*, 20; *Anonyme (Paris)*, 5; *J. Lecoin (Aisne)*, 5; *Leblanc (Hte-Vienne)*, 10. — *Total : 80 fr.*

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. LABOR. 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

QUESTIONS SOCIALES

P.-J. PROUDHON : **Œuvres complètes. Les Confessions d'un Révolutionnaire.** Introduction et notes de Daniel Halévy (Rivière) ..... 40 fr.
Jacques VALDOUR : **Sous la griffe de Moscou** (Flammarion) ..... 12 fr.
Sam A. LEWISOHN : **L'Esprit nouveau dans l'industrie.** Préface d'Albert Thomas (Alcan) ..... 18 fr.
Valeriu MARCU : **Lénine** (Trad. de l'allemand par A. Lecant) (Pazof) ..... 30 fr.

LITTERATURE

Albert LONDRES : **Le Juif-Errant est arrivé** (Albin-Michel) ..... 15 fr.
Arnold ZWERG : **Le cas du sergent Grischa** (Albin-Michel) ..... 15 fr.
J.-B. DOTY : **La Légion des Damnés** (Trad. de l'anglais par M. Prévost) (Stock) 12 fr.
Gaston GUILLAUMIE : **Eugène Le Roy** (Féret, Bordeaux) ..... 12 fr.
R. MICHAUD : **La vie inspirée d'Emerson** (Plon) ..... 16 fr.
Marie LE FRANC : **Hélier, fils des bois** (Rieder) ..... 12 fr. 50
A.-R. LENORMAND : **Le Simoun** (Rieder) ..... 10 fr. 50
CHERENCE : **Arthur ou le pont impossible** (Rieder) ..... 12 fr.
Paul BRULAT : **Lumières et grandes ombres** (Grasset) ..... 15 fr.

VIENT DE PARAITRE :

ALBERT THIERRY

Le Révélateur de la Douleur

Tragédie

Edition de la Librairie du Travail

Prix : 20 fr.

A lire et faire circuler :

FÉLICIEN CHALLAYE

UN ASPIRANT DICTATEUR :

André Tardieu

« ... Un des obstacles que M. André Tardieu rencontre, c'est, en un certain nombre d'esprits, le souvenir de son passé. En dépit de la facilité avec laquelle s'oublient les pires scandales, l'individu ne peut se délivrer de l'auréole de mépris qui entoure sa face.

« Contribuons à la lutte contre la menace de dictature en rappelant, à l'aide de quelques textes incontestables, la carrière de cet homme, et, d'abord, les deux affaires auxquelles son nom reste indissolublement uni, l'affaire de l'Homs-Bagdad et celle de la N'Goko-Sangha. »

Félicien CHALLAYE.

Une brochure : *cinquante centimes*
Editions de la « Révolution Prolétarienne »
54, rue du Château-d'Eau, **PARIS** (10e)

Tous les Mercredis

Le Cri du Peuple

Hebdomadaire syndicaliste révolutionnaire
publié sous le contrôle du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme

Rédaction et Administration : 123, rue Montmartre, Paris (2e)

Le numéro : **50 centimes**

Abonnements : 6 mois, **10 fr.** ; 1 an, **20 fr.** — **Chèque postal** : René Deveaux **525-67**
PARIS